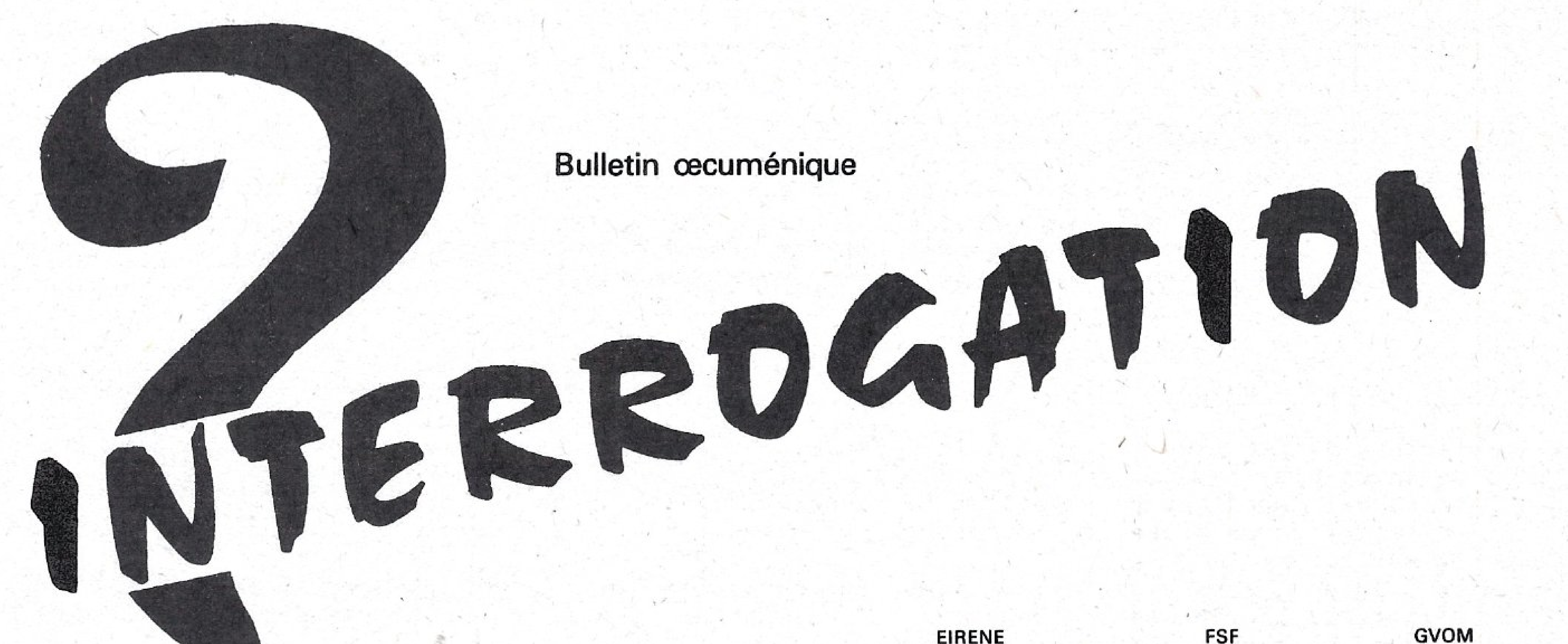


EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

MAI 1976 NUMERO 4 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

La Suisse n'est plus ce que l'on croit

Cela se murmurait. La presse quotidienne porte maintenant cette affirmation sur la place publique. Quel pincement de coeur de sentir notre bonne conscience ébranlée et de vagues ressentiments sourdre en nous. Mais les prophètes qui s'élèvent contre nos erreurs et nos contradictions ne sont-ils pas toujours plus ou moins des prophètes de malheur ? S'il n'y a pas de fumée sans feu, il faut alors en tirer les conséquences. Notre Helvétie ne serait-elle bientôt plus qu'un sépulcre blanchi ? L'esprit de clocher inhérent à la nature humaine qui sommeille en nous a dû se faire sonner... les cloches ! Manquerait-il quelque chose à notre "y en a point comme nous", à nos Alpes et glaciers sublimes, à notre chocolat à nul autre pareil, à nos institutions démocratiques, à notre savoir-faire et à notre bon sens ?A entendre nos Franz Weber et Jean Ziegler, à creuser les défauts de plus en plus manifestes de nos institutions (sociales surtout), à réfléchir aux conséquences de l'efficacité à rebours de nos multinationales (de la poudre de lait... aux canons), notre image de marque n'est-elle plus qu'une poudre aux yeux qui nous aveugle ?

Notre conscience s'est assoupie. Rien ne va plus dans notre démocratie helvétique. Les rouages semblent usés et les fruits de notre travail ne profitent pleinement qu'à certains. Certes. Mais n'y a-t-il pas des signes d'espoir dans ce sombre tableau ? Le test de démocratie que nous lance le Jura, les réactions aux gaspillages de notre sol, la dénonciation des agissements pernicieux de nos hommes d'affaires chez les moins favorisés d'ici et d'ailleurs, le constat d'effritement des bases sociales de notre société, les cris d'alarme de nos "prophètes de malheur" ne sont-elles pas des réactions bénéfiques, sources d'espoirs favorables à une révision de nos jugements, de nos attitudes vis-à-vis d'une vie routinière plongée dans l'ornière d'un plus-avoir frustrant, sans lendemains et finalement dégradant ?

Tout va très bien, madame Helvétie ! Oui mais... C'est un défi de notre temps et à notre mesure, une stimulation enrichissante pour autant que nous sachions en saisir l'occasion qui se présente aujourd'hui.

Bernard Grangier

JEUNES D'AUJOURD'HUI — ARTISANS D'UN MONDE PLUS JUSTE ?

Extraits importants de la conférence de Dom Helder Camara, Archevêque de Olinda et de Recife (Brésil), lors de la rencontre des jeunes en la cathédrale St-Michel à Bruxelles, le 24 octobre 75, à l'initiative de la Commision de la Comphéhension Internationale.

1. Oui ! Jeunes d'aujourd'hui, artisans d'un monde plus juste

Voilà une vérité étourdissante : les jeunes d'aujourd'hui seront les constructeurs d'un monde plus juste et plus humain!

Mais il est important de savoir ou de rappeler qui est jeune.

L'essentiel comme preuve de jeunesse c'est d'avoir une raison de vivre, une cause à laquelle dévouer savie.

Même à 18 ans, sans visage ridé, sans tête chauve ou sans cheveux blancs, si la raison de vivre fait défaut, si la vie semble dépourvue de sens, absurde, vide, alors il y a des signes apparents de jeunesse, mais une réalité de vieillesse.

Heureux celui qui passe à travers sa vie ayant mille raisons de vivre !

Mais il est évident que le merveilleux serait de réunir jeunesse d'âme et jeunesse de corps, être jeune-jeune, surtout lorsque le monde présente le plus passionnant des défis à celui qui est né pour se dévouer à des causes larges comme l'horizon et vastes comme les mers...

Peut-être pourrait-on croire qu'il s'agit d'un excès d'ardeur juvénile, mais n'est-il vraiment pas un idéal de dimensions immenses que celui de nous trouver face à face devant plus des deux-tiers de l'humanité, subjugués par des structures injustes et de nous dépenser au service de la création d'un monde sans opprimés ni oppresseurs, d'un monde plus juste et plus humain ?

2. Attention, jeunes-jeunes !

Heureuse la cause qui peut compter sur les jeunes. Ils le savent bien ceux qui détiennent plus des deux-tiers de l'humanité en situation infra-humaine, lorsqu'ils essaient, par tous les moyens, d'induire des jeunes à croire à des explications trompeuses sous des dehors de raison.

Celui qui contemple l'Europe et l'Amérique du Nord d'un côté et de l'autre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine peut être amené à réfléchir : l'Amérique du Nord et l'Europe sont riches et puissantes parce qu'elles sont de race blanche et, par cause, intelligentes, laborieuses, honnêtes et l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique sont pauvres et faibles parce qu'elles sont de couleur et, par conséquent, sans intelligence, paresseuses et malhonnêtes...

Ne vous laissez pas leurrer par des propos de ce genre... Essayez vous-mêmes d'examiner si oui ou non il est vrai que dans les pays pauvres il y a des groupes privilégiés du pays lui-même qui maintiennent leur richesse aux dépens de la misère de leurs concitoyens. Examinez si oui ou non il est vrai que les pays industrialisés maintiennent leur richesse aux dépens des pays producteurs de matières premières.

Examinez si oui ou non il est vrai que les compagnies multinationales, lorsqu'elles s'installent dans les pays pauvres s'unissent aux groupes privilégiés qui exercent déjà un vrai colonialisme dans leur pays et que cette alliance rend plus grave la situation des masses en condition sous-humaine...

Examinez si oui ou non il vrai que l'homme dispose aujourd'hui de moyens aussi bien pour dissiper la misère de la face de la terre, que pour éliminer la vie de notre planète. Et vous savez que la course aux armements, dans la ligne nucléaire, bio-chimique et maintenant météorologique, est un risque permanent de suicide collectif pour l'humanité.

Lorsqu'on vous parlera d'explosion démographique, méfiez-vous, il s'agit d'une fausse piste, de l'utilisation d'une donnée réelle pour détourner l'attention du problème essentiel : les injustices inouïes dans la politique internationale entre pays riches et pays pauvres...

Lorsqu'on vous parlera de pollution, qui rend la vie impossible, méfiez-vous : de nouveau un problème réel est exploité, comme si nous avions le droit d'oublier la pire des pollutions : la misère qui tue bien plus que la plus sanglante des guerres...

Ce qui est plus grave, jeunes-jeunes et jeunes de tous les âges, c'est que pour la création d'un monde plus juste et plus humain, les conversions individuelles de gérants ou de chefs d'entreprise sont insuffisantes pour résoudre le problème. L'engrenage continue et continuera à transformer les travailleurs en prolétaires, les pauvres en misérables.

Et le plus grave c'est qu'il n'y a pas de conversion possible pour l'engrenage qui est au service du gain et du profit. Il est encore plus grave de constater des distorsions dans des systèmes, comme le socialisme qui, s'étant engagé à mettre l'homme au-dessus du profit, lorsqu'il atteint le pouvoir, ou bien il le dilue dans un mal déguisé : capitalisme d'état, ou il tombe dans des aberrations et dans des absurdités répulsives dont l'exemple typique est le stalinisme...

Comment atteindre des changements aussi profonds, aussi graves, aussi difficiles ? Comment changer, pacifiquement, les structures oppressives d'aujourd'hui, sans nous satisfaire de faux-semblants et sans tomber dans des oppressions équivalentes, sinon pires ?

3. Serait-ce une illusion que d'aspirer à un monde plus juste et plus humain ?

Face à de si sérieuses difficultés, il est facile de comprendre pourquoi les jeunes se sentent perdus et se lassent ou partent vers des solutions non-conformistes ou des pseudo-solutions.

S'il est si difficile de trouver les chemins d'une libération authentique pour les deux-tiers ou plus des deux-tiers de l'humanité, si la lutte pacifique pour un monde plus humain et plus juste est source de malentendus, d'ennuis, peut-être même de conséquences plus graves, comment ne pas comprendre la tentation de croiser les bras, de laisser tomber, de s'installer et de s'accomoder ? Combien de conservateurs et d'ultra-conservateurs d'aujourd'hui n'ont-ils pas été des radicaux dans leur jeunesse ?

Dieu me préserve de ne pas comprendre les jeunes, leurs contestations et leurs protestations. Pour être en condition de distinguer ce qui semble juste et raisonnable de ce qui semble incertain et injuste, il faut avoir de la sérénité pour écouter et de la bonne volonté pour comprendre.

Je comprends la protestation des hippies. Mais qu'eux aussi tâchent de me comprendre lorsque je leur dis de réagir contre la société de consommation, société de gaspillage. Simplement l'excentricité de leur mode de vie est une solution de parade, qui est loin d'ébranler les structures d'oppression...

Au pôle opposé des hippies, ceux qui partent vers la violence armée se trompent, eux aussi et adoptent des pseudo-solutions.

Pour commencer, il n'est pas question de transformer les opprimés d'aujourd'hui en des oppresseurs de demain : nous avons besoin de créer un monde sans opprimés et sans oppresseurs...

4. Voir clair, le chemin à suivre !

Que faire alors ? A qui faire appel ? L'appel à la non-violence, l'appel à la pression morale libératrice n'est-il pas, lui aussi, une illusion ?... Je vois clairement le chemin à suivre, mais il manque encore l'essentiel. Je vois clairement le travail déjà mis en oeuvre par l'esprit de Dieu. Je vois clairement le rôle qui nous revient et j'entrevois même des pistes qui sont, peut-être, la solution. Mais le tour final viendra de la jeunesse.

Le travail admirable qui se fait déjà par l'esprit de Dieu - permettez que je le répète, car c'est une réalité qui doit être constatée, pour qu'elle se transforme en une grande force propulsive, ce travail que nous serions incapables de réaliser, mais qui se fait par l'esprit de Dieu - c'est le surgissement, dans tous les pays, dans toutes les races, dans toutes les religions, dans tous les groupements humains, de personnes décidées à collaborer, même au prix de sacrifices, à la créatrion d'un monde plus juste et plus humain.

Vous savez, je viens d'un pays pauvre du continent d'Amérique latine et à l'intérieur de ce continent, nous chrétiens, nous gardons des péchés très graves. Il y a des richesses chez nous qui maintiennent la richesse au dépens de la misère de leurs concitoyens. Je dois vous confesser, sans vouloir juger personne, sans vouloir condamner personne : nous les hommes de l'Eglise en Amérique latine, nous étions tellement préoccupés de maintenir ce qu'on appelle l'ordre social que nous n'étions pas capables de découvrir les terribles injustices qui se cachaient et se cachent encore.

Quand on regarde le monde tout entier on découvre que les pays qui deviennent toujours plus riches - du moins d'origine et de nom - sont des pays chrétiens. Quelle responsabilité énorme pour nous les chrétiens. Qu'est-ce que nous avons fait de l'Evangile ? Mais je ne suis pas un pessimiste. Je reste un homme d'espérance. Quand je voyage, je retrouve partout la jeunesse qui est là ! Elle a faim et soif de justice comme chemin pour la paix. Dans le monde il y a aussi des jeunes qui n'envisagent de solution que dans la violence. Mes amis ! les armes sont du côté des oppresseurs. Si nous tâchons d'utiliser les mêmes armes, nous serons écrasés. Il nous faut utiliser des armes différentes.

Ah, vous ne pouvez pas imaginer la force des idées. Evidemment, si quelqu'un reste isolé, tout seul, ou si un petit groupe reste isolé, tout seul, il ne pourra rien. Mais quand les jeunes dans les différents groupes découvrent la manière d'établir des liens, alors, c'est une force invincible!

Il est vrai que le Christ n'accepte pas que nous lui disions seulement "Seigneur ! Seigneur !" Certes, j'aime la prière. Je sais que la prière est nécessaire. La prière est l'inspiratrice de ma vie. Je vous dis avec confiance : le moment le plus important de ma journée, c'est la Messe. Ce que je demande au Christ, pas simplement pour moi-même mais pour tous, c'est que nos yeux arrivent vraiment à Le découvrir dans le prochain, dans ceux qui souffrent, dans l'opprimé.

Mes amis, ce que j'attends - non en mon nom personnel - mais ce que nous attendons, car je tâche de prêter ma vois aux "sans voix", ce n'est pas que vous veniez chez nous. Restez plutôt chez vous en attirant l'attention de toutes les personnes de bonne volonté sur les injustices.

Continuez, vous avez déjà commencé.

Restez là vivants !

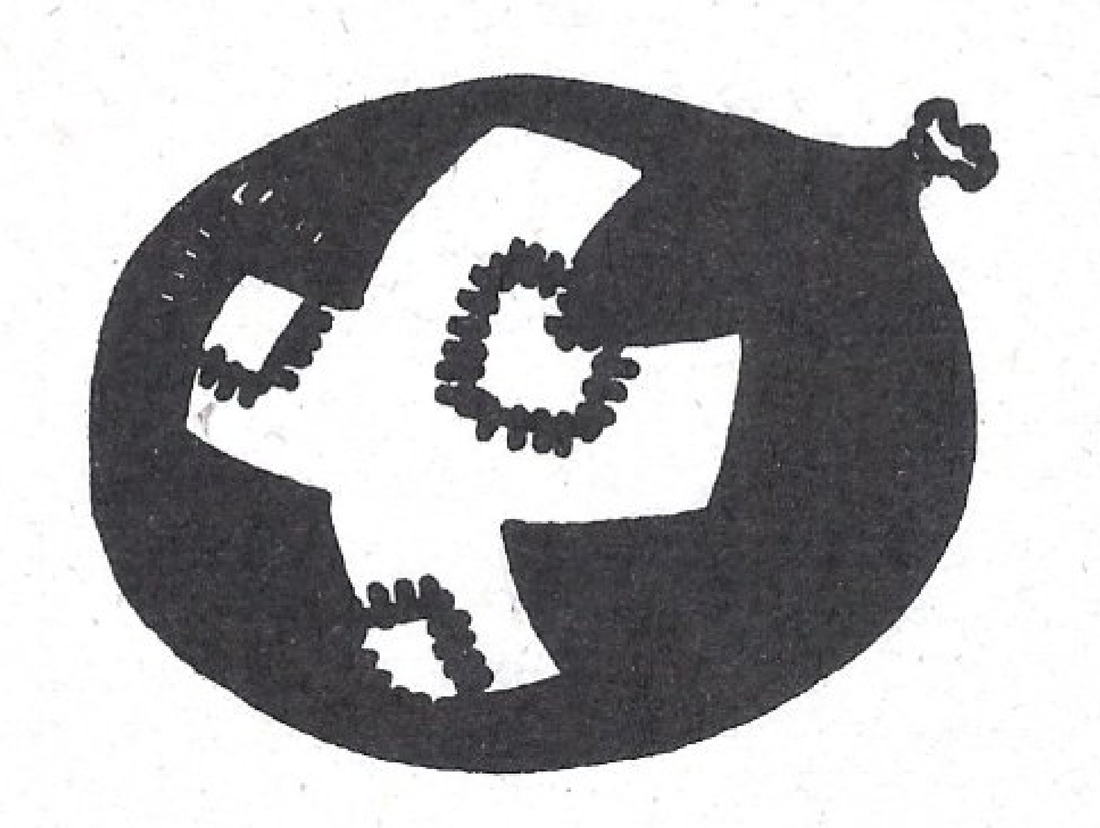
Gardez votre jeunesse!

Gardons des raisons de vivre !

Tâchez de découvrir quelques grandes idées autour desquelles vous pourrez marcher ensemble même en étant dans différentes régions.

L'histoire a connu des pays dominateurs. Pourquoi toujours avoir des empires ? Pourquoi ne pas créer l'âge d'après les empires ?

(voir FLASH page 5)



Suisse 76 : LES DROITS POPULAIRES MENACES



Depuis 71, année où le peuple, (enfin !) accorde le droit de vote aux femmes, les hommes politiques parlent de doubler sans autre le nombre de signatures nécessaires à l'aboutissement de l'initiative ou du référendum. (A noter qu'aujourd'hui encore, des femmes attendent toujours le droit de vote en matière cantonale !)

A première vue, il semble qu'une telle mesure soit logique, le corps électoral ayant doublé. Mais, par la porte entr'ouverte, c'est l'expression des droits populaires qu'on menace de réduire. Ils seront pratiquement réservés aux grandes organisations ou à celles qui ont les moyens financiers de lancer initiatives ou référendums. Les associ ations ou groupes minoritaires, qui ont apporté souvent des conceptions nouvelles bousculant un certain immobilisme suisse, ne pourront plus atteindre le nombre de signatures imposé.

Les initiatives déposées ces dernières années sont trop nombreuses et mobilisent l'appareil parlementaire et administratif. Certains politiciens trouvent là leur principal argument pour faire obstacle à ces deux moyens que le peuple possède pour intervenir directement dans la politique du pays. Pour limiter l'exercice de ces droits, il faut rendre les conditions plus difficiles à remplir... et c'est ce qui se passe sous la coupole du Palais fédéral.

Pour l'initiative, le Conseil des Etats a doublé le nombre de signatures nécessaires, le portant à 100'000. Le Conseil national ne s'est pas encore prononcé pour le nombre, mais il a pris une position pour le moins malheureuse, en limitant à une année, le temps pour la "récolte" des signatures. Jusqu'à présent, cette limite n'existait pas. Les organisateurs prenaient le temps qu'il fallait pour atteindre le chiffre demandé. Ils s'exposaient seulement à voir des signatures non valables, par suite de changements de domicile.

Pour le référendum, il est proposé 50'000 signatures au lieu des 30'000 actuelles. Lorsqu'on sait que, pour exercer ce droit, un délai de 3 mois est accordé... on imagine facilement la difficulté que représentent 20'000 signatures supplémentaires ! Dès qu'une loi est votée il faut : décider le lancement, imprimer les listes, récolter les signatures, les faire légaliser par les communes, les rassembler et les déposer à Berne... et cela en trois mois !

Mais il y a plus grave dans l'attitude des autorités fédérales. C'est la volonté, de plus en plus clairement visible, de faire échouer toute initiative en lui opposant un contre-projet. Voyez la participation, l'assurance-maladie, pour ne prendre que deux exemples. Les voix se partagent non pas en deux, mais en trois : sur l'initiative, sur le contre-projet, sur le rejet des deux propositions (le fameux non-non). Pour qu'une initiative obtienne, dans ce cas-là, une majorité des votants et des cantons... c'est pas demain la veille !!

Et moi qui ai entendu sur les bancs de l'école que les droits d'initiative et de référendum s ont uniques au monde et les plus beaux fleurons de notre démocratie...!!

Antoine Queloz

(Rédaction : le débat est ouvert ; qu'en pensez-vous ?)

BRESIL et la compréhension du message chrétien

Ce qui est fondamentalement dramatique dans la situation du Brésil, c'est que ce pays est le théâtre de l'affrontement de deux compréhensions du message chrétien diamétralement opposées. Le pouvoir en place, représenté par le général Geisel et son gouvernement, et la conférence des évêques catholiques, sur le plan régional comme sur le plan national, sont en conflit : lequel des deux est-il responsable de l'identité chrétienne au Brésil ? Ainsi que le souligne clairement Vincent Cosmao : *« S'étant institué responsable de la tradition brésilienne, dont le catholicisme est constituant, le pouvoir s'estime habilité à reconnaître ou à combattre les interprétations ou les pratiques du christianisme suivant qu'elles lui semblent aptes à consolider ou de nature à mettre en question l'identité et la sécurité nationales. De ce fait, un discours de la foi conforme aux plus authentiques documents de l'Eglise catholique peut être dénoncé comme subversif, et celui qui le tient, réduit au silence, poursuivi, torturé, assassiné ou diffamé ».*

Il s'agit donc bien d'un affrontement théologique, et il n'y a rien d'étonnant à ce que, devant la gravité de l'enjeu, l'Eglise catholique brésilienne résiste fermement et conteste les méthodes d'un développement qui assure le *« miracle économique »*, miracle qui, tout en enrichissant vertigineusement les riches, plonge les plus pauvres dans une misère sans issue. De 1960 à 1970, la part de revenu national des 5 % les plus riches de la population passait de 29 à 38 %, tandis que la part des 40 % les plus pauvres passait de 10 à 8 % (chiffres cités à la conférence de la CNUCED, Santiago 1972). Comment en est-on arrivé là ? Comment le développement peut-il conduire à la pauvreté du plus grand nombre, à la misère, la maladie, la répression et la torture, le désespoir et la mort ? Pour répondre à cette question lancinante, la conférence des évêques du Centre-ouest du Brésil a publié une étude approfondie sur *« la marginalisation de tout un peuple »*, étude dédiée *« à tous ceux qui cherchent le chemin, la vérité et la vie ; à tous ceux qui espèrent contre toute espérance ; à tous les rejetés de notre société »*... (On peut l'obtenir à : Dial, 170, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris).

LES COMBATS DE LA FOI

Dans ses conclusions, ce long et passionnant rapport déclare : *« Le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension vraiment essentielle de la prédication de l'Evangile qui est la mission de l'Eglise pour la rédemption de l'humanité et la libération de toute situation oppressive... Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous devons soutenir l'organisation de tous les travailleurs. Sinon ils n'arriveront jamais à se libérer.C'est notre conviction : ça vaut la peine de soutenir le peuple, car la libération qu'il fera va aussi donner une chance aux dominants de se libérer de l'esclavage du capitalisme ; à cause de lui, ils ne peuvent devenir vraiment des hommes, puisqu'ils s'enrichissent sur la misère des autres et qu'ils perdent tout sens de la justice et de la fraternité en pensant plus à leurs bénéfices qu'aux gens... Alors que quelques personnes seulement sont maîtres des lieux de travail et des moyens de production, la grande majorité du peuple est exploitée et vit sans espoir. La majorité travaille pour enrichir une minorité réduite, et celle-ci s'enrichit aux dépens de celle-là... Il ne faut pas reculer devant les menaces des maîtres de l'argent, ni se laisser embarquer dans les faux-fuyants des camarades apeurés par ces menaces... Il faut lutter contre cette fausse idée qui consiste à croire qu'on manque de respect envers Dieu si on n'accepte pas la société actuelle ; contre cette autre idée aussi, d'après laquelle Dieu a solution à tout, à condition qu'on ait confiance en Lui. Avoir confiance, en fait, c'est croire que Dieu marche devant nous et avec nous ».* (« Marginalisation d'un peuple »).

(*Réforme — Samedi 24 avril 1976*)

Les 8 et 9 mai, ce fut la fête à Meyrin, cité satellite à la frontière de l'aéroport de Genève. On inaugura en effet, le premier bâtiment qui rassemble « deux églises sous un même toit ». Ce nouveau Centre paroissial œcuménique est bâti sur une parcelle de 4000 m². Chaque communauté est propriétaire en nom d'une part : 2500 m² pour les catholiques, 1500 m² pour les protestants. Mais aucune frontière n'est heureusement visible dans le Centre ! L'équipe sur place — deux curés, deux pasteurs — est bien décidée à pousser aussi loin que possible la collaboration œcuménique. V.P. 30.4.76

LES EGLISES PARTICIPERONT AU FORUM SUR L'HABITAT

Genève (SOEPI) - "Habitat" - Une conférence des Nations Unies sur l'Habitat humain, réunira fin mai, à Vancouver (Canada) des représentants de 140 gouvernements.
Les Organisations non gouvernementales (ONG) accréditées auprès du Conseil Economique et social de l'ONU, tiendront en même temps et concurremment leur propre "forum sur l'habitat".
Une douzaine d'Eglises américaines ont demandé le statut d'observateurs à la réunion de l'ONU.
Informée de l'intérêt qu'elles manifestent, le COE a décidé de son côté de faire en sorte que 50 Asiatiques, Africains et Latino-Américain s puissent venir à Vancouver. Il s'agit de personnes engagées dans la lutte sur le plan local pour des conditions d'habitation réellement humaines. Elles viendront de 25 à 30 villes où des groupes d'action affiliées aux Eglises s'opposent aux mesures de planification gouvernementale qui se font sans la participation des gens les plus concernés.
Parlant au nom du Programme du COE de mission en milieu urbain et industriel (MUI), le pasteur Georges Todd a déclaré : "Nous avons abandonné l'idée de résoudre le problème de l'habitat urbain et d'autres problèmes par des solutions rationnelles et techniques. La pierre d'achoppement est plus politique que technique. C'est pourquoi, plusieurs sections du COE ont centré leurs efforts sur une auto-gestion pour aider les gens à développer des structures leur permettant de parler et d'agir en leurs propres noms. Ils doivent participer à la planification, aux décisions et aux programmes concernant l'habitat humain."

UNE CRITIQUE SOCIALISTE DE L'EGLISE

Au cours d'un récent séminaire à Porto-Novo, un groupe de travail composé des représentants de l'Eglise méthodiste du Benin-Togo, des animateurs de la mission urbaine industrielle et rurale du Caméroun, du Congo et du Gabon, ainsi que des délégués de la CETA (Conférence des Eglises de Toute l'Afrique) a tenté d'approfondir le dialogue entre christianisme et socialisme.
Selon ce groupe, les structures de l'Eglise paralysent les efforts des chrétiens engagés pour la découverte sincère du sens profond des exigences de l'Evangile pour notre temps. De nos jours, les structures paralysantes de l'Eglise ont pris la place de l'Evangile. C'est ainsi que toucher aux structures, c'est mettre en cause l'Evangile. Face au conformisme et au cons ervatisme qui se sont installés dans l'Eglise, le groupe propose de laisser à chaque chrétien dans sa communauté locale le loisir de lire, de comprendre, de ressentir, d'exprimer et de vivre la parole pour lui-même par rapport aux autres et non comme les autres l'ont vécue dans un temps et dans des circonstances différentes de ceux des chrétiens afri cains en pays socialiste.

UN COLLOQUE SUR L'AUTONOMIE PROPOSE DES ACTIONS CONCRETES AU COE

L'autonomie signifie la participation des populations au pouvoir de décision, la fin de l'exploitation, la satisfaction des besoins humains fondamentaux et la lutte pour édifier et non détruire, pour unir le peuple dans un effort commun plutôt que de vaincre les oppresseurs.
Tel est le consensus auquel sont arrivés 80 praticiens des questions sociales et éthiques, dirigeants d'Eglises et experts en développement qui ont participé au récent colloque ayant pour thème "Autonomie, solidarité et justice internationale" au château de Bossey, près de Genève. Ce colloque a été organisé conjointement par 3 sections du COE : la Commission de participation des Eglises au développement, la Commission d'entr'aide et de service des Eglises et d'assistance aux réfugiés et l'Institut Oecuménique.
"Les chrétiens et les Eglises, par leur action, leur mode de vie et leur laisser-faire sont profondéments impliqués dans l'exploitation, l'injustice et la domination chez eux et ailleurs" a conclu le groupe."Jusqu'à ce qu'on comprenne la nature de cette implication et que l'on commence à lutter pour la surmonter, les trompettes de l'Eglise continueront à lancer une note incertaine et compromise".
Une série de recommandations a été faite au COE, à ses Eglises membres et aux chrétiens en général. Les participants ont demandé entre autre de diffuser largement une analyse claire "des coûts et des dangers imposés aux pays recherchant l'autonomie, par le commerce international des armes et la compétition entre les grandes puissances qui arment les pays du Tiers-Monde et exacerbent leurs dissensions". Attirant l'attention sur l'inter-action croissante entre les économies et les alliances militaires européenne s et nord-américaines d'une part et l'Afrique du Sud d'autre part, le rapport déclare : "Cette inter-action menace les efforts faits par les états voisins pour construire leur autonomie et par les populations d'Afrique Australe pour se libérer. Elle provoque de façon générale des menaces de conflit international nuisant à la paix mondiale, au triomphe des inimitiés raciales et à la vie du Corps du Christ, menaces qui sont beaucoup plus terribles qu'on ne le pense actuellement". Les chrétiens et les Eglises sont invités à revoir leur politique d'investissement dans le cadre des soci étés multi-nationales et en particuliers celles impliquées de manière significative en Afrique Australe.

DE PAUVRES PARABOLES : 19'000 jeunes de tous les continents se sont réunis à Pâques à Taizé. L'équipe inter continentale chargée de formuler la nouvelle étape a proposé à chaque jeune de prendre un engagement radical à "risquer sa vie" pour "construire avec le peuple de Dieu, une espérance dans la communauté humaine", dans un monde où "beaucoup d'hommes sont sans espérance".
"A l'ouverture du Concile des Jeunes, je disais que des jeunes me demandaient d'aller là où il y a des situations graves, d'y aller avec des jeunes. Y aller seul, selon les situations, selon les cas. Ce ne sont que des gestes limités, de pauvres paraboles, m ais ils signifient notre démarche. Cette année, quel signe donner pour dire qu'il n'y a qu'une seule communauté humaine, et que les fossés qui se creusent entre le nord et le sud disloquent cette famille humaine ? Voici le signe qui a été suggéré : en octobre prochain j'irai pour un temps partager la vie des mouroirs de Calcutta, puis la vie des plus pauvres du Bangladesh". (Frère Roger,Taizé)

PRETS A L'AFRIQUE DU SUD : Les adversaires des prêts bancaires au gouvernement sud-africain ont remporté le 7 avril dernier une victoire morale à l'assemblée générale annuelle de la Midland Bank, mais ont perdu la bataille. Parmi les 24 personnes qui ont pris part au débat, long et parfois orageux, la grande majorité a soutenu une motion demandant à la Midland Bank de ne plus accorder de prêts et d'interdire le renouvellement des prêts existants. Le groupe ELTSA "End Loans to Southern Africa" (mettre fin aux prêts de l'Afrique Australe), qui est soutenue par l'Eglise méthodiste et l'Eglise réformée unie avait fait inscrire cette motion à l'ordre du jour de la réunion. Pour cela, il avait dû s'assurer le soutien de cent actionnaires détenant 170'000 actions. La motion a également été soutenue par 2 organes de l'Eglise d'Angleterre, les universités d'York, Aberdeen et Leicester et le Conseil du grand Londres (la plus grande autorité municipale du monde).
Le vote final a fait ressortir 2,95 millions de voix pour la suppression des prêts, contre 47,4 millions pour leur maintien (1 voix par action). Le secrétaire du Bureau des finances de l'Eglise méthodiste, le pasteur Derek Farrow, a déclaré que le soutie n à la motion avait été plus important que prévu et représentait "une victoire morale", et que les organisations accordant des prêts au gouvernement sud-africain donnaient l'impression de soutenir ou d'excuser l'apartheid qui est un système intolérable aux yeux des gens civilisés. Lord Armstrong, président de la Midland Bank, a rétorqué qu'il appartenait au gouvernement britanique d'abroger la loi autorisant ces prêts. La Midland Bank est l'un des 5 propriétaires de l'European American Banking Corporation, l'un des principaux créanciers du gouvernement sud-africain.

LA NOURRITURE : UN DROIT FONDAMENTAL

Chaque homme, femme et enfant a le droit à une nourriture équilibrée. La Déclaration d'indépendance américaine dit que le droit à la vie est inaliénable et vient de Dieu. Mais sans nourriture pour entretenir cette vie, ce droit est sans objet.
Tel est le principe sur lequel le Congrès américain est invité à déclarer le "droit à la nourriture" comme élément fondamental de la politique nationale. 27 dirigeants d'Eglises - protestants, orthodoxes, catholiques romains et juifs - en s'associant à l'appel lancé par l'organisation américaine "Pain pour le monde", cherche à faire adopter par le Congrès une résolution demandant non pas des distributions de vivres, mais une coopération avec les autres nations, pour permettre aux populations affamées de produire davantage de vivres.
"Pain p our le monde" a lancé une importante campagne de signatures pour faire adopter les résolutions 293 de la Chambre des Représentants et 66 du Sénat, présentées respectivement par Mr Fraser, du Minnesota, membre de la Chambre des Représentants, et par le sénateur Hatfield, de l'Oregon.

LES PRIX DE 1966 À 1976

1976:
Hausse des prix en %
sept. 1966 - janv. 1976

+214,7 %:	*taxes postales* (service intérieur)
+168,2 %:	combustibles liquides
+149,6 %:	*salaires facturés par les garages*
+120,3 %:	combustibles solides
+110,6 %:	sucre
+107,7 %:	journaux et revues
+106,1 %:	vin blanc
+102,6 %:	pain
+100,4 %:	*loyers*
+100,3 %:	*travaux des médecins*
+ 99,1 %:	*travaux des coiffeurs*
+ 91,7 %:	*représentations cinématographiques*
+ 90,3 %:	*travaux des dentistes*
+ 84,3 %:	*repas pris au restaurant*
+ 82,8 %:	vêtements sur mesures pour hommes
+ 81,8 %:	*concession TV*
+ 79,0 %:	*réparations de chaussures*
+ 76,1 %:	vaisselle et couvert
+ 74,9 %:	*manifestations sportives*

Pour sa part, le *panier des « réserves de ménage »* n'a pas été épargné par l'inflation, qui l'a en quelque sorte vidé des trois quarts de son contenu en termes réels depuis 1966. En effet, cette année-là, il valait en moyenne Fr. 14,76, et, en 1975, Fr. 25,67, soit une augmentation générale de 73,9 %, cette moyenne étant fortement tirée vers le haut par le sucre.

En sens inverse, certains produits ont vu leur prix baisser, ou augmenter très modérément ces dernières années. Ainsi, le progrès technologique, la production en grandes séries et la vente en discount ont littéralement « cassé » le marché des appareils électro-ménagers (+17,4 % « seulement » en dix ans), et plus encore des appareils de radio (–1,1 %) et de télévision (–0,5 %). Le matériel photographique a subi une évolution analogue, tandis que les « luminaires d'intérieur » détiennent le record absolu à la baisse (–13,7 %). Dans le secteur alimentaire, certains produits se caractérisent également par leur modération: poulets (+15,8 %), œufs (+13,8 %) et café (+12,2 %).

Enfin, il convient de faire une mise au point: on considère souvent les *prix des produits importés* comme des locomotives de la hausse générale; or, s'ils ont effectivement joué ce rôle en 1973-1974, ils ne l'ont pas fait les autres années, et en tout cas pas en 1975 où leur contribution à la hausse générale des prix a été quasiment nulle. □

DISTRIBUTION: UNE DÉCENNIE EN DIX PHRASES

On peut résumer comme suit les dix dernières années de la distribution en Suisse:

- **La disparition des prix imposés provoque l'ouverture des magasins discount (dès 1968).**
- **La Suisse voit apparaître des magasins géants, d'abord du type cash and carry ou hypermarché (dès 1970), puis même des « shopping-centers » à l'américaine (dès 1972).**
- **La vente en libre-service avec paiement à la caisse de sortie se généralise pour l'alimentation et s'étend aux articles non alimentaires.**
- **De nombreux magasins indépendants ferment leurs portes, particulièrement dans le secteur de l'alimentation.**
- **Les sociétés coopératives locales se regroupent, ferment de nombreuses succursales et ouvrent des supermarchés.**
- **Migros dépasse le groupe Coop pour devenir la plus importante maison de distribution de Suisse (avec 5,68 milliards de francs de ventes au détail en 1975).**
- **La maison Denner se distingue par un rythme de croissance exceptionnel (chiffre d'affaires passé de 100 à 700 millions de 1966 à 1975).**
- **Usego a cessé d'être la coopérative d'approvisionnement des épiciers pour devenir une grande centrale d'achat.**
- **Les grands magasins Jelmoli/Inno/Grand Passage ont passé sous le contrôle d'une grande banque (le Crédit Suisse).**
- **La maison des Frères Maus s'affirme comme le plus important groupe de grands magasins en Suisse (Placette, Jumbo, Vilan, etc.).**

Genève (Palais des Nations). – **Il y a actuellement 300 millions de chômeurs dans le tiers monde, soit 35 % de la population active. Au cours des vingt prochaines années, il faudrait créer en outre (théoriquement) un milliard d'emplois supplémentaires tout en fournissant du travail aux 300 millions d'individus qui en sont maintenant démunis. Pour leur part, les 17 millions de chômeurs des pays de l'OCDE ne représentent que 6 % de la population active.**



10 ANS APRES



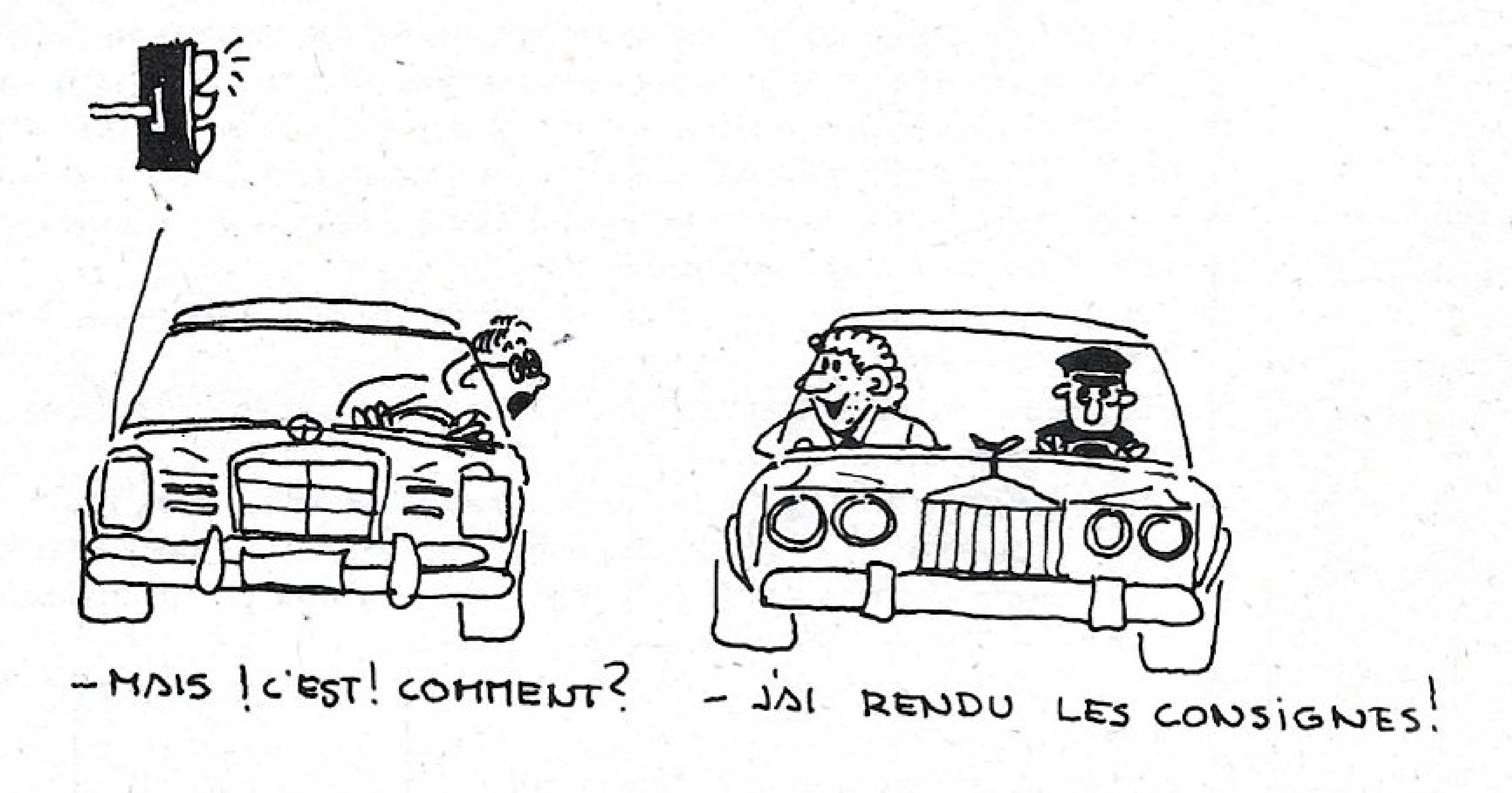
-TIENS! QUELLE SURPRISE! ALORS?

10 ANS APRES





10 ANS APRES!



JD LIECHTI MARS 76

IDA / BANQUE MONDIALE : QUEL DEVELOPPEMENT ?

Les12 et 13 juin prochains, le peuple suisse sera appelé à se prononcer sur un crédit de 200 millions de frs à l'IDA, filiale de la Banque mondiale. En effet, le 25 septembre dernier, le Mouvement républicain de James Schwarzenbach déposait à Berne un référendum muni de 38'500 signatures contre ce crédit voté par les chambres. - Est-ce que nous saurons enfin, à mi-juin, ce que le peuple suisse pense de l'aide au développement? NON. Même si, exception confirmant la règle, le peuple se déplaçait massivement aux urnes ce jour-là.

Regardez donc qui dit "oui" sans hésitation : les milieux industriels, la Division du Commerce, le département politique fédéral. Parce que l'IDA pour eux, c'est une "bonne affaire", soit au niveau politique, soit au niveau du fric. L'IDA nous rapporte plus que ce que nous lui prêtons. Charité bien comprise...

Regardez donc qui dit "non" sans hésitation : les milieux ultra-nationalistes évidemment, (la Suisse, toute la Suisse, rien que la Suisse) mais aussi de nombreuses personnes très engagées dans la lutte pour une plus grande justice et un autre développement.

Regardez donc qui hésite : les organisations privées d'entraide, la Déclaration de Berne, etc...

Curieux, non ?

Ce dossier contradictoire tente de montrer pourquoi. Ce qui est en question, à notre point de vue, ce qui n'est pas le principe même de l'aide au développement, mais le type d'aide dont le Tiers-Monde a besoin.

* On peut être CONTRE un développement réel du Tiers-Monde et POUR l'IDA

* On peut être POUR un développement réel du Tiers-Monde et CONTRE l'IDA

* *

IDA : FICHE DE PRESENTATION

Il faut distinguer :
* *La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ou "Banque Mondiale"*
* *l'Association Internationale de Développement (IDA)*

L'IDA comme la Banque Mondiale (BIRD) sont des organisations internationales. A la fin 75, la Banque mondiale comptait 127 états-membres et l'IDA 116.

La Banque Mondiale et l'IDA fournissent aux pays du Tiers-Monde des capitaux (sous forme de crédits et de prêts) et une assistance technique, afin d'y permettre la réalisation de projets de développement. Le but des projets de la BIRD et de l'IDA est l'augmentation de la production agricole et industrielle dans les pays sous-développés, la promotion de leur croissance économique et une meilleure intégration de ces pays dans le commerce international.

La Banque Mondiale se procure les fonds dont elle a besoin sur le marché privé des capitaux, par le moyen d'emprunts. Elle est donc dépendante des conditions du marché privé. Les capitaux recueillis par la BIRD sont ensuite prêtés aux pays du Tiers-Monde aux conditions suivantes : - environ 8,5% d'intérêt annuel
- délai de remboursement : de 15 à 20 ans

Les pays du Tiers-Monde les plus pauvres ne sont pas en mesure d'emprunter l'argent dont ils ont besoin à des conditions aussi "dures". C'est pour répondre à leurs besoins que l'IDA fut créée en 1960, 14 ans après que la BIRD ait commencé ses activités.

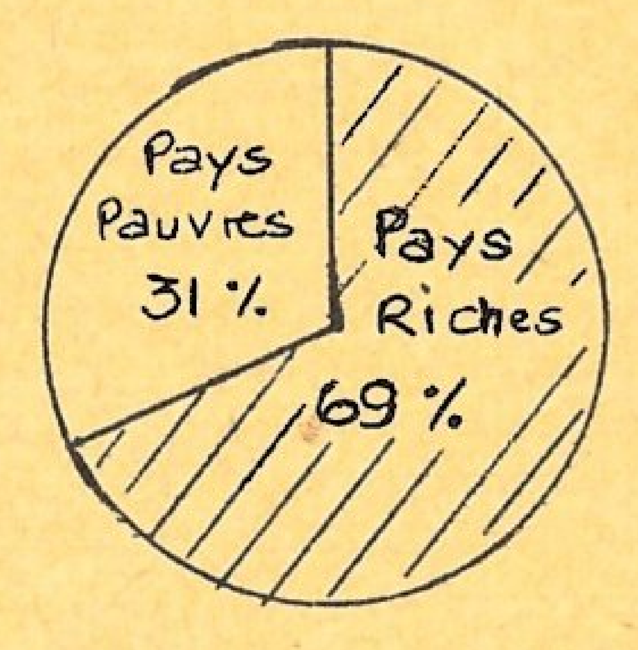
L'IDA se procure des fonds auprès des gouvernements des états-membres. Ces contributions publiques sont prêtées à l'IDA sans intérêt, c'est pourquoi elle peut fournir aux pays les plus pauvres des crédits à des conditions de faveur : = intérêt nul. Seule une commission annuelle de 0,75% est perçue pour couvrir les frais administratifs. - délai de remboursement 50 ans.

Les crédits de l'IDA ne sont accordés qu'aux pays les plus pauvres, ceux dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 375 dollars US.

L'IDA et la Banque mondiale ont les mêmes objectifs, appliquent les mêmes critères pour leurs projets, disposent du même personnel administratif et technique. La seule différence réside dans l'origine des capitaux (publique ou privée) et dans les conditions des prêts.

Qui dirige l'IDA ?

A l'IDA comme à la Banque mondiale, le pouvoir de décision est réparti entre les états-membres en fonction de la part de capital social souscrite par chacun. Les pays riches ayant fourni la presque totalité des fonds de l'IDA, ils détiennent près de 70% des voix. A eux seuls, les USA disposent de 25% des voix. 5 pays riches (USA, Royaume-Uni, RFA, France, Japon) détiennent 50,69% des voix. Le président de l'IDA et de la Banque mondiale est un américain, Mr Robert S. Mc Namara.



Répartition des voix à l'IDA

Une documentation plus complète sur chacun des thèmes traités dans ce dossier peut être obtenue aux adresses suivantes :

Service d'Information Tiers-Monde,
Neufeldstr. 9 - 3000 Berne 9
Tél. : 031/ 23 78 77

Déclaration de Berne
Case postale 97 - 1000 Lausanne 9
Tél. 021/ 22 32 19

Dossier réalisé par Jacques MATTHEY
Service d'Information Tiers-Monde

ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN "NON" A L'IDA

Le groupe de la Banque mondiale est le plus important instrument inter-gouvernemental de l'extension au monde entier de la civilisation, du modèle de vie et de consommation de l'Occident. La conception du développement défendue et mise en pratique par la Banque mondiale et l'IDA est celle des milieux d'affaires et des firmes multi-nationales. Il s'agit en effet de favoriser la croissance économique des pays du Tiers-Monde grâce à un apport de capitaux et de techniques en provenance des pays industrialisés. La modernisation des secteurs agricoles et industriels, une plus grande efficacité des services doivent permettre d'augmenter la productivité, doivent permettre au pays d'exporter davantage et de mieux s'intégrer dans le système mondial d'échanges commerciaux. Voilà en quelques lignes le modèle de développement proposé par la Banque mondiale dirigée par Robert Mc Namara.

Ce qui est dit ci-dessus est valable pour la Banque mondiale et l'IDA en tant qu'institutions. Cela ne veut pas dire que tous les projets financés par l'IDA soient inutiles ou nocifs. Des projets récents notamment, comme ceux de Tanzanie, semblent valables. De même que le grand plan de lutte contre la cécité des rivières en Afrique Occidentale. Mais dans l'ensemble, les projets de l'IDA utilisent une technologie compliquée, font importer aux pays pauvres des machines et du matériel fabriqués en Occident, font appel aux services de bureaux d'ingénieurs de pays riches. Ce ne sont pas ces projets qui permettront aux pays du Tiers-Monde de reprendre pied sur leurs propres traditions, de développer sur place des techniques adaptées à partir des connaissances de leurs paysans, de faire travailler leurs millions de chômeurs, de faire participer les populations à l'élaboration de leur avenir.

Il y a plus grave encore : l'IDA, comme la Banque mondiale met des conditions à l'octroi d'un prêt à un pays du Tiers-Monde. La "gestion économique" de ce pays doit être satisfaisante. Lorsque le pays en question nationalise des biens appartenant à des étrangers - firmes américaines ou européennes - l'IDA veille à ce qu'un "règlement juste et équitable" soit obtenu pour les indemniser.

Pour être en mesure de recevoir un prêt, un pays doit donc passer un examen de politique de développement auprès des experts de Washington ou de Paris. Pour passer cet examen, il doit pratiquer une politique favorable aux conceptions économiques occidentales ou au moins faire des efforts dans ce sens.

Le fait que l'IDA soit la seule institution multi-latérale qui prête à des conditions aussi favorables rend tout pays pauvre qui a besoin de crédits étroitement dépendant des exigences formulées par ses experts. Soit il arrive à un compromis avec l'IDA - et il infléchit sa politique de développement dans le "bon" sens - soit il ne reçoit pas de crédits.

Les "conseils" donnés par l'IDA en matière de politique économique ne sont certes pas tous nécessairement mauvais. Mais il faut bien se rendre compte que dans une institution où les USA ont une position dominante et les pays riches la majorité absolue, aucune décision fondamentale ne peut être prise qui soit en contradiction avec leurs intérêts et leurs idéologies du développement. Or, c'est justement ce type de développement qui durant ces dernières décennies n'a fait qu'aggraver la situation dans le Tiers-Monde.

L'IDA est même plus dangereuse que la Banque mondiale, parce qu'elle travaille dans des pays faiblement industrialisés qui seraient peut-être encore en mesure de tenter une autre forme de développement, celle que l'on qualifie généralement par le terme de "Self-reliance", ce qui veut dire:

* Compter sur ses propres ressources agricoles et humaines et non sur des importations d'animaux et de machines.
* formuler un projet de société qui ne soit pas copiée à l'extérieur mais qui soit en continuité avec son propre héritage culturel.
* faire participer la population aux décisions qui la concernent.

L'IDA est le fer de lance du système économique et culturel occidental dans les régions du Tiers-Monde non encore touchées par les investissements des grandes firmes multi-nationales. A court terme, les projets de l'IDA semblent offrir une solution à de nombreux problèmes du Tiers-Monde, mais à long terme, ils entraînent les pays d'Afrique et d'Asie dans une voiequi les éloigne de leurs propres traditions, dans une course à la modernisation, au progrès, à la société de consommation. C'est ce que veulent les élites en place, les responsables des grandes industries, beaucoup de gouvernements. Mais ce n'est pas dans l'intérêt des plus pauvres, de la majorité des habitants du Tiers-Monde. C'est la voie du "Développement fou", du "mal-développement".

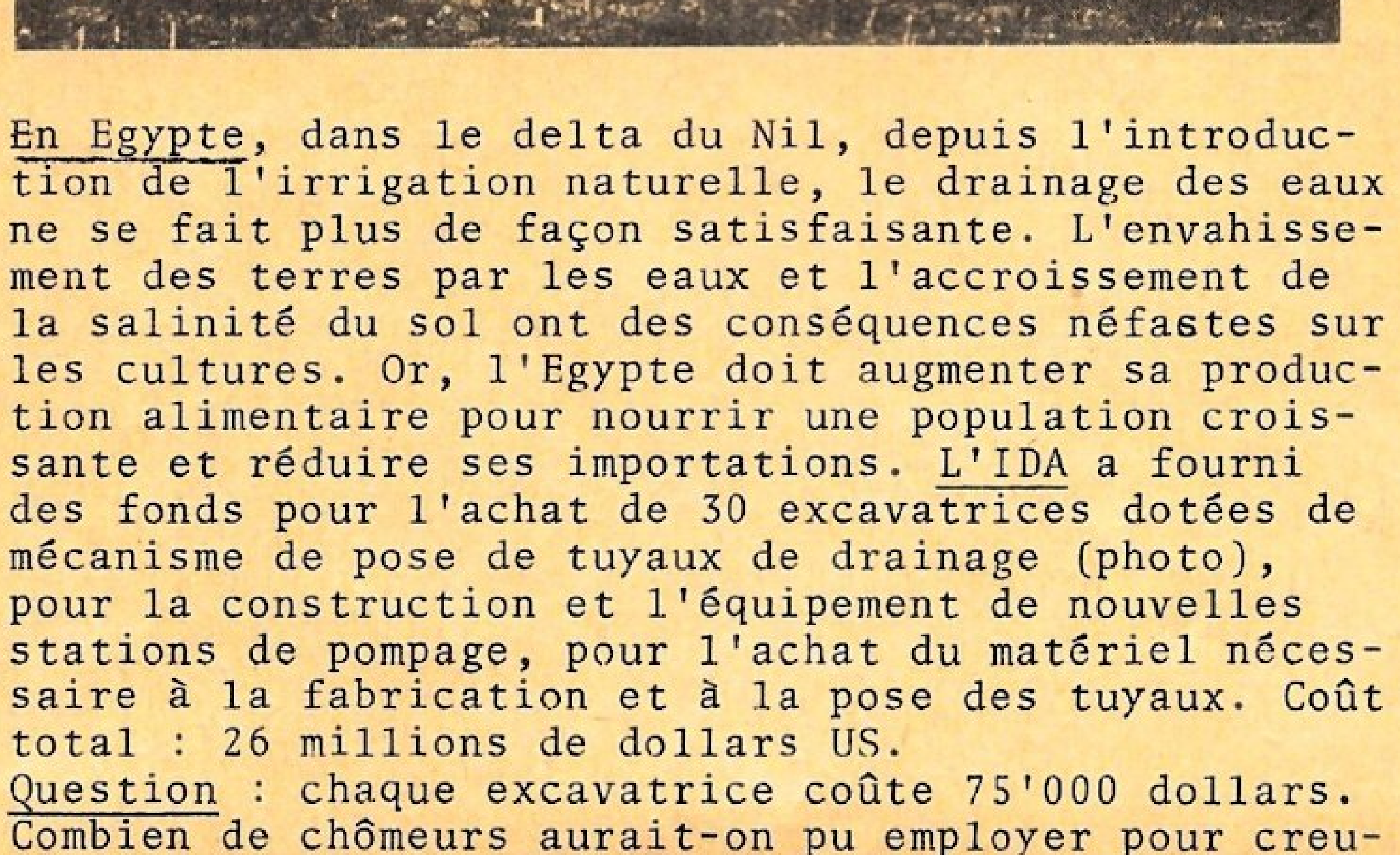


Projet de"Insdustrial Development Bank"de l'Inde : un crédit de l'IDA a permis l'achat d'équipement Suisse pour la fabrication de montres dans une usine de Bangalore.

Questions : qui en Inde, exepté les gens aisés, peut-il s'offrir le luxe d'une montre ? L'aide au développement doit-elle servir à favoriser la fabrication de montres dans un pays où règne une famine endémique ? Est-ce prioritaire ?







En Egypte, dans le delta du Nil, depuis l'introduction de l'irrigation naturelle, le drainage des eaux ne se fait plus de façon satisfaisante. L'envahissement des terres par les eaux et l'accroissement de la salinité du sol ont des conséquences néfastes sur les cultures. Or, l'Egypte doit augmenter sa production alimentaire pour nourrir une population croissante et réduire ses importations. L'IDA a fourni des fonds pour l'achat de 30 excavatrices dotées de mécanisme de pose de tuyaux de drainage (photo), pour la construction et l'équipement de nouvelles stations de pompage, pour l'achat du matériel nécessaire à la fabrication et à la pose des tuyaux. Coût total : 26 millions de dollars US.
Question : chaque excavatrice coûte 75'000 dollars. Combien de chômeurs aurait-on pu employer pour creuser les tranchées et poser les tuyaux avec cette somme ?

Institut de recherches sur le riz au Bangladesh. (IRRB)
La situation catastrophique de ce pays en matière alimentaire est suffisamment connue. Ses problèmes agricoles également. En voici un : 2,4 millions d'hectares de rizières sont inondés chaque année. Les variétés locales traditionnelles de riz peuvent résister aux inondations. Mais comme le dit un des chercheurs de l'Institut : "Si nous continuons à avoir recours aux anciennes variétés de riz locales, notre pénurie de céréales s'élèvera à 12,5 millions de tonnes en l'an 2000." L'IRRB tente de mettre au point de nouvelles sortes de riz à haut rendement qui puissent résister aux inondations. L'IDA soutient ces recherches coûteuses en contribuant à l'installation de sous-stations de l'Institut.
L'augmentation de la production alimentaire est indispensable au Bangladesh. Le développement de nouvelles sortes de riz peut y contribuer. Mais les expériences faites ailleurs ont montré que ces "riz miracles" sont très délicats à cultiver et nécessitent beaucoup d'engrais. Sans soutien politique indispensable, le petit paysan ne sera pas en mesure d'obtenir crédits et infrastructures nécessaires pour cultiver avec succès du "riz miracle". Et le coût élevé de production risque de renchérir le prix à la vente = il y aura plus de riz mais les pauvres ne pourront pas l'acheter.

ARGUMENTS POUR UN "OUI" A L'IDA

Il est évident que là où c'est possible, les pays du Tiers-monde doivent s'engager dans une voie de développement auto-centré, compter d'abord sur leurs propres forces (self-reliance), et tenter de dépendre le moins possible de décisions prises à l'extérieur. L'exemple de la Chine est probant. Mais tous les pays n'ont pas les conditions économiques, géographiques et même historiques qui leur permettraient de vivre sans apport extérieur. C'est pourquoi on parle aujourd'hui de participation sélective au marché mondial, une certaine quantité d'échanges commerciaux et techniques étant indispensable à la survie économique de nombreux pays.

Pour les p ay s les plus pauvres qui ont besoin de crédits pour financer leurs projets de développement, il n'y a pas d'alternative à l'IDA. Nulle part ailleurs ils n'obtiendront des prêts sans intérêt (hormis une commission de 0,75% par an) et remboursables en 50 ans. En effet, le recours à l'aide bilatérale (= d'état à état) implique toujours plus de risques de dépendance politique que le recours à une organisation inter-étatique. Il est vrai que la Banque mondiale/IDA est dominée par les pays ri ches. Mais ceux-ci ne sont pas toujours d'accord entre eux. Les Néerlandais ou les Scandinaves n'ont pas les mêmes options que les Américains ou les Allemands. Il vaut mieux dépendre de l'IDA que des USA seuls. Enfin, des tractations sont en cours pour remettre en question la répartition des votes à l'IDA. Il ne faut pas oublier non plus que si l'IDA fonctionnait selon le principe démocratique qui a cours à l'ONU (un pays-une voix), elle ne recevrait probablement plus de fonds des pay s riches.

Les projets de l'IDA visent en général à l'augmentation de la production agricole et industrielle, que ce soit par le moyen d'innovations techniques ou d'une amélioration de la formation. Il est vrai que le développement de conditions de vie humaines pour les plus pauvres est essentiellement un problème de distribution. Mais il n'est pas possible de négliger l'aspect quantitatif. Si à l'avenir, le Tiers-Monde n'est pas en mesure de produire plus, notamment dans le domaine alimentaire, sa dépendance politique vis-à-vis des "grandes puissances agricoles" (USA, Canada) ne fera que croître.

Les nouvelles orientations de la politique du groupe de la Banque mondiale, notamment l'accent mis sur l'agriculture et sur le problème des petits paysans depuis 73, montre que l'Institution évolue. Elle tient compte des critiques qui lui viennent de l'extérieur. Les projets les plus récents de l'IDA, comme ceux qui s'intègrent dans le programme tanzanien de villages Ujamaa, en témoignent.

On reproche souvent à l'IDA de favoriser l'intégration des petits paysans dans le marché national et international, de les rendre dépendants des instituts de crédits dont ils reçoivent des prêts, de les obliger à utiliser une technique trop compliquée et de négliger le problème de la réforme agraire. Mais la Banque mondiale reconnaît dans ses textes que là où la répartition des terres est par trop inégale, là où le fermage est trop élevé, une réforme foncière s'impose avant tout investissement mass if. Mais elle se refuse à faire de la réforme agraire une condition préalable. Dans ce domaine comme dans d'autres, elle défend un réformisme prudent. Etant donné les conditions de blocage politique dans de nombreux pays, c'est peut-être le maximum possible.

Il y a beaucoup à critiquer dans la Banque mondiale. Mais aussi dans toutes autres organisations d'aide au développement. Ne vaut-il pas mieux participer à l'IDA pour essayer de la transformer et d'y renforcer les défenseurs d'un vrai développement plutôt que de refuser toute collaboration ?

LES RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET L'IDA

La Suisse n'est pas membre de la Banque mondiale ni de l'IDA; mais elle a ouvert son marché financier aux emprunts de la BIRD et a accordé à l'IDA des prêts sans intérêt. En contrepartie, la Banque et l'IDA accordent aux entreprises suisses la possibilité de participer aux appels d'offres pour la fourniture de biens et services dans le cadre de leurs projets.

Capitaux suisses mis à la disposition de la BIRD et de l'IDA.

* émissions d'obligations de la BIRD et placements par voie privée pour un montant total équivalent à 3,74 milliards de frs. A mi-75 la moitié de ces capitaux environ était remboursée.

* prêts gouvernementaux
  a) à la BIRD : 1956 200 millions de frs à 3,37%
  1961 100 millions de frs à 3,75%
  Les deux prêts ont été remboursés.
  b) à l'IDA : 1969 52 millions de frs (sans intérêt)
  1972 130 millions de frs (")
  (1975 200 millions de frs (")soumis au vote populaire)

Commandes de biens et services en Suisse grâce à des projets de la BIRD et de l'IDA.

* dans le cadre de projets de la Banque, total jusqu'en 76 : 1,686 milliards de frs.

* dans le cadre de projets de l'IDA, total jusqu'en 76 : 240 millions de frs.

Parmi les firmes qui ont le plus profité de commandes liées à la BIRD et à l'IDA, on trouve Motor-Columbus, Elektro-Watt et Brown-Boveri.

"Bilan" Suisse-IDA jusqu'en 76

prêts de la Suisse (1969 et 72) :	commandes pour notre industrie :
182 millions (remboursables)	240 millions

LE DEBAT DANS LE MONDE POLITIQUE SUISSE

Le point de vue républicain

Le référendum contre le crédit IDA est pour les républicains une occasion de mobiliser l'opinion publique contre l'aide multilatérale de la Suisse, contre les organisations internationales en général et contre les tentatives du Conseiller fédéral Graber de mener une politique extérieure plus active.

Deux arguments sont essentiels dans le camp des Républicains:
* La Suisse ne peut pas contrôler l'utilisation des fonds donnés à l'IDA,
* l'état actuel des finances fédérales ne permet pas de donner de l'argent à l'étranger.

Contrairement à ce que l'on croit généralement, les Républicains ne s'opposent pas (du moins dans les textes officiels) à l'aide au développement en général. Ils soutiennent l'aide des organisations privées et même l'aide publique de la Suisse, aux conditions suivantes :
* aide bilatérale et non multilatérale,
* qui paie commande : il faut pouvoir contrôler où va l'argent,
* experts suisses dans les projets,
* secteurs agricoles et d'artisanat,
* aux plus pauvres mais d'abord en Suisse,
* doit tenir compte de l'état de nos finances fédérales.

Mais selon eux, les contributions de la Suisse à des organisations internationales ne sont en définitive qu'un "tribut que notre chef du Département politique, aux opinions internationalistes, exige impudemment du peuple suisse comme une contribution préalable en vue d'une entrée de la Suisse aux Nations Unies".
(Des Republikaner, 27.6.75)

Le point de vue des officiels

L'aide multilatérale de la Suisse est un complément indispensable à notre aide bilatérale, inévitablement limitée. Si elle ne veut pas renier sa tradition de solidarité, la Suisse se doit de participer à cette quatrième reconstitution des fonds de l'IDA. En cas de refus, la crédibilité et l'image de notre pays à l'étranger en souffriraient profondément, ce qui ne serait pas sans conséquences sur nos relations politiques et commerciales. Il est faux de prétendre que la Suisse n'a pas de moyens de contrôler l'utilisation des fonds qu'elle met à la disposition de l'IDA, disent les officiels. Notre pays participe à plusieurs comités dans le cadre du groupe de la Banque mondiale et reste constamment en contact avec les responsables de l'IDA.

Si la Suisse traverse une période de crise, cela est également vrai pour les autres pays industrialisés. Notre situation budgétaire est même meilleure que celle de certains pays européens. La Suisse reste un des pays les plus riches du monde. Et si l'on compare ses prestations publiques à l'aide au développement à celles des autres pays riches, on ne saurait dire qu'elle en fait trop. La pauvreté qui existe en Suisse n'est pas comparable à la misère dans les pays les plus démunis du Tiers-Monde.

L'argument essentiel du camp des "officiels" est le suivant :
* la Suisse est un pays qui dépend fortement de l'étranger au point de vue économique. L'aide de l'IDA vise à long terme à mieux intégrer les pays en développement dans le marché mondial. Ce qui est dans l'intérêt bien compris de notre pays. Car le renforcement de la capacité des pays en développement d'importer nos produits et d'accueillir des succursales de nos firmes est essentiel à notre industrie d'exportation. En temps de crise, le développement économique du Tiers-Monde est un facteur de garantie des places de travail.

Ni l'un, ni l'autre

Il est inadmis sible de s'attaquer à l'aide multilatérale - comme le font les Républicains - en sous-entendant que si l'argent est contrôlé par des ETRANGERS et non par des SUISSES, il sera mal utilisé. Car, n'est-ce pas, les Suisses sont les seuls à être incorruptibles, honnêtes et experts du développement du monde... On se trouve à la limite du racisme quand on exige ainsi le contrôle sur l'argent qu'on donne. Le référendum sur l'IDA est en fait une répétition du référendum contre les Etrangers.

Quant aux "officiels", leur argument choc est de nous démontrer que l'année passée, la Suisse a gagné 4,5 milliards de frs de se s relations commerciales avec le Tiers-Monde. Il est donc dans son intérêt de contribuer par le crédit à l'IDA à une intégration croissante des pays en développement dans le commerce mondial. L'aide qui profite... l'aide laide...

On peut voter pour ou contre l'IDA, les deux sont possibles. Mais il faut s'opposer énergiquement à des arguments démagogiques d'où qu'ils viennent, quand l'intérêt "suisse" passe avant le souci pour ceux qui meurent de faim.

J.M.

Ce dossier est publié en commun par "INTERROGATION", "Vers un Développement solidaire" et "i3M - Service Information Tiers monde".

Dans quel milieu vivons-nous ?

C'est sous ce titre que les responsables des GVOM, EIRENE et FSF ont organisé une série de 4 week-ends à Bevaix (NE). La mise sur pied de ces rencontres avait plusieurs objectifs :

1) réunir des membres des 3 mouvements afin de mieux se connaître et de vivre une expérience commune
2) proposer un thème susceptible d'intéresser et de toucher bon nombre de membres des 3 mouvements !
3) de voir quels moyens nous avons à disposition pour accepter, refuser, assumer ou améliorer notre milieu de vie personnel.
4) d'analyser finalement le contexte dans lequel nous sommes plongés journellement et surtout, de trouver chacun son propre "modus vivendi", dans cette société de consommation qui est la nôtre.

Pour simplifier, je ferai la synthèse de ces 4 week-ends en bloc. Ce sont 14 personnes des milieux sociaux (éducateurs, assistants sociaux) et paramédicaux qui se sont retrouvées fidèlement avec des têtes plus ou moins réjouies à l'approche des débats futurs et des confrontations.

Je ne manquerai pas de citer nos 2 animateurs Paul Jubin et Gilbert Zbären (FSF et GVOM), que je remercie au passage au nom de tous. Certes, ils n'ont pas eu la tâche facile, mais le jeu en a valu la chandelle et finalement, chacun a pu commencer à trouver une ou plusieurs solutions à sa vie future. Evidemment, le plus gros reste à faire à chacun de nous afin de mieux percevoir ce qui se passe autour de nous. Car finalement, le but de ces rencontres était d'éveiller en nous certaines réactions et de nous mettre en face de certaines réalités que nous ignorions peut-être.

C'est sous forme de jeu de confrontation, de jeu de rôles, de cartes relationnelles (propres à chacun de nous afin que l'individu se situe par rapport aux membres environnants) que ce sont déroulés nos débats.

Suivant le thème ou la façon d'aborder les sujets, les réactions furent diverses : lentes, passives, réfléchies ou au contraire empreintes d'une certaine violence. Ce qui ne manqua pas de créer un climat de tension pesant et pénible à supporter par moment. Souvent, c'est en faisant l'évaluation du week-end que nous parvenions à mieux nous comprendre, à mieux percevoir le "moi" de son vis-à-vis. C'est donc grâce au dialogue que nous sommes parvenus à saisir la pensée de chacun.

A propos de ce climat de tension, n'est-ce pas précisément le reflet de la vie que nous sommes appelés à vivre quotidiennement ? Ce qui démontre bien dans quel engrenage nous nous trouvons et que nous ne parvenons pas à maîtriser par nos faibles moyens. Mais là encore, chacun réagira à sa propre façon, du fait que sa personnalité et sa sensibilité entrent fortement en jeu. Aussi, j'insisterai sur l'importance du dialogue , dialogue que nous devons absolument entreprendre dans toutes nos situations et relations. Car souvent, les situations se révèlent très différentes une fois le dialogue ouvert, empêchant les jugements trop hâtifs ou complètement aberrants par manque d'information.

Si certains furent à l'aise dès le début, il n'en fut pas de même pour tous, mais à la longue, la détente se fit et c'est très fraternellement que ce sont déroulés ces 4 week-ends, avec des bons souvenirs et surtout, avec des amis sur lesquels nous pouvons désormais compter pour tenter d'aller plus loin. Or, n'est-ce pas primordial ?

Une participante



Volontaires : Michel et Françoise Petermann se préparent à partir de Bienne pour Agadir; ils iront renforcer l'équipe du centre de formation en mécanique auto. *(photo)*

Assemblée Générale Suisse : le 3 avril s'est tenue à Colombier l'Assemblée annuelle de la branche suisse d'Eirene.
Sur le plan national, outre la recherche de volontaires, leur préparation et leur envoi, outre les activités croissantes en commun avec FSF et GVOM, nous restons attentifs à tout ce qui touche l'introduction d'un service civil dans notre pays. L'assemblée générale a accepté à l'unanimité la plate-forme commune mise au point par les mouvements pacifiques participant à la première Conférence suisse pour le Service Civil. Rappelons que ces exigences minimales sont: 1. le jugement de conscience est supprimé au profit de la preuve par l'acte (= durée du Service civil plus longue que celle du service militaire). 2. le service civil doit rester en dehors de la défense globale. 3. la Constitution suisse doit parler de "service civil" et non de service de remplacement. 4. le service civil concret part de l'idée de paix. 5. il faut proposer des projets modèles d'engagement.
Notons d'autre part une ouverture d'EIRENE à la région alémanique grâce à l'activité de Heinz Schenker, de retour depuis quelques mois du Maroc et qui a été nommé vice-président.

En deuxième partie de notre assemblée, Mlle Ghislaine Zaugg a présenté l'EIP (Ecole Instrument de Paix), contribution qui a concrétisé notre volonté commune de lutter pour la paix.

Conseil International : le Conseil International d'EIRENE, qui réunit nos représentants des branches nationales, les mouvements fondateurs et les principaux collaborateurs du mouvement (en tout une trentaine de personnes) a tenu sa session à Königswinter (Allemagne) du 10 au 12 avril.
La situation des objecteurs de conscience en Espagne est particulièrement dramatique et le Conseil avait invité un de leurs représentants. Le Conseil s'est déclaré solidaire des actions entreprises en Europe pour soutenir les objecteurs de conscience espagnols et va intensifier ses contacts pour entreprendre une action concrète : envoi de fonds et de volontaires.
D'autre part, le Conseil a soutenu la proposition de Wilfried Warneck de relancer EIRENE-STUDIES qui étudiera des thèmes comme les relations entre les Eglises et les pacifistes, les stratégies offensives pour la Paix, etc.

Europe : Un programme de projets en Europe a été discuté, qui pourrait servir à conscientiser les européens d'une part aux besoins du quart-monde (sous-développement chez nous) et d'autre part aux problèmes du Tiers-Monde. Pourraient y être affectés des volontaires de retour d'Outre-Mer, des volontaires en préparation ou des objecteurs de conscience dans le cadre d'un service civil en Europe.

Niger : Martin Weiker, arrivé directement de Tin Tabisgine, a présenté lui-même le projet, reconnu maintenant par le gouvernement. Un grave problème vient de surgir, celui des premières cultures qui sont menacées par les rongeurs et le bétail en liberté... Cependant les progrès sont très sensibles et le préfet d'Agadez vient de demander un élargissement de l'expérience à d'autres vallées voisines. (pour d'autres informations voir aussi la "lettre" de J.-P. Auclair)

Caméroun : Rolf Leemann, de retour de Boumben, a brossé un tableau de la situation. Le village est toujours en expansion, mais notre collaboration se heurte à la difficulté de trouver des "counterparts" camérounais. Le conseil a adressé une lettre au Conseil d'Administration de l'Opération Boum pour que la situation puisse évoluer grâce à un dialogue très ouvert.

Rentrée au pays :

Fleury Marie-Thérèse à Mokolo/Nord-Caméroun, actuellement chez : Foyer René Fleury-Joset, 2, rue des Rossignols - 90 Delle , France

Mariages :

- Louis Allaz et Elisabeth Longchamp le 22 mai 76 - leur adresse : 1041 Villars-le-Terroir
- Marc-Antoine Fournier et Odile Solioz le 18 avril 76 - leur adresse : Apdo. Aéro 783 Popayan/ Cauca (Colombie)

Nai ssances :

- Anne-Vi rginie le 21 mars 76 au foyer de François et Madeleine Vernain - Gaud, 1249 Laconnex (GE)
- Alexandre, le 14 avril 76 au foyer de Fernand et Denise Pittet-Devaud,"la Créole", 1699 Porsel
- Sandra-Odette. le 17 avril 76, au foyer de Jean-Pierre et Nicole Michaud, 4 ch. Archamps 1257 Croix-de-Rozon
- Sylvain, le 22 avril 76, au foyer de Jean-Daniel et Sylviane Liechti, la Villaire A, 1522 Lucens
- Evelyne, le 24 avril 76, au foyer de Jean et Danièle Roduit, ch. du Devin 10, 3960 Sierre

Au secrétariat :

Danièle Gaillard, ancienne de Côte d'Ivoire, a quitté le secrétariat de FSF, après 16 mois de collaboration dévouée. Nous la remercions pour son amical appui et l'accompagnons de nos voeux. Sa nouvelle adresse : 6 ch. de la Bride, "La Gradelle", 1224 Chêne-Bougeries (GE)

URGENT :

→ Pour le Centre de Formation Professionnelle de Nouna, Hte-Volta : un technicien-électronicien

→ Pour différentes missions catholiques du Tchad, Caméroun, Bur undi : 8 mécaniciens sur autos

EIRENE - EI RENE - EIRENE - EIRENE - EIRENE - EIRENE -

Maroc : le planning de marocanisation se heurte d'une part à l'instabilité des instructeurs marocains, due à une rémunération inférieure à celle touchée dans le secteur privé et d'autre part à la difficulté pour EIRENE de trouver des volontaires (en particuliers des mécaniciens autos).
Le Comité consultatif au Maroc pourrait devenir le moyen de résoudre certains problèmes.
Le budget pour le Maroc n'est pas encore complètement couvert si bienqu'il va être fait appe l aux branches pour qu'elles lancent une campagne financière. Par ailleurs, la situation des divers centres au Maroc donne satisfaction.
D'autres points ont été abordés durant cette session très chargée parmi lesquels nous signalerons l'étude de nouveaux projets au Tchad, la révision de statuts et de nombreux chapitres financiers et administratifs que nous ne développerons pas.

JLT

13 Juin	Triple vote fédéral revêtant une importance politique et économique majeure pour notre pays :

1. nouvel article constitutionnel relatif à l'assurance-chômage : il prévoit notamment l'obligation faite à tous les travailleurs de s'assurer; cet objet ne suscite guère de discussions, étant généralement considéré comme indispensable dans la situation actuelle.

2. prêt de 200 millions de francs accordés à l'Agence internationale pour le développement : cf. notre dossier.

3. loi sur l'aménagement du territoire (LAT), enfin :

l'emprise anarchique de banlieues urbaines sur des terrains agricoles, les résidences secondaires éparpillées dans la nature et encombrant les lieux touristiques, aussi bien que la destruction ou les atteintes graves à de nombreux sites naturels ont été possibles dans notre pays faute de bases légales suffisantes. C'est ainsi que la Suisse a perdu en une trentaine d'années 90'000 à 100'000 hectares de terres agricoles (plus de 3'500 ha par an ou 1m carré par seconde !), dont la moitié dans les seuls cantons de Berne, Zurich, Argovie et Vaud. Le gaspillage de terrains ne saurait se résoudre actuellement par l'effet de la crise ou de la dénatalité.

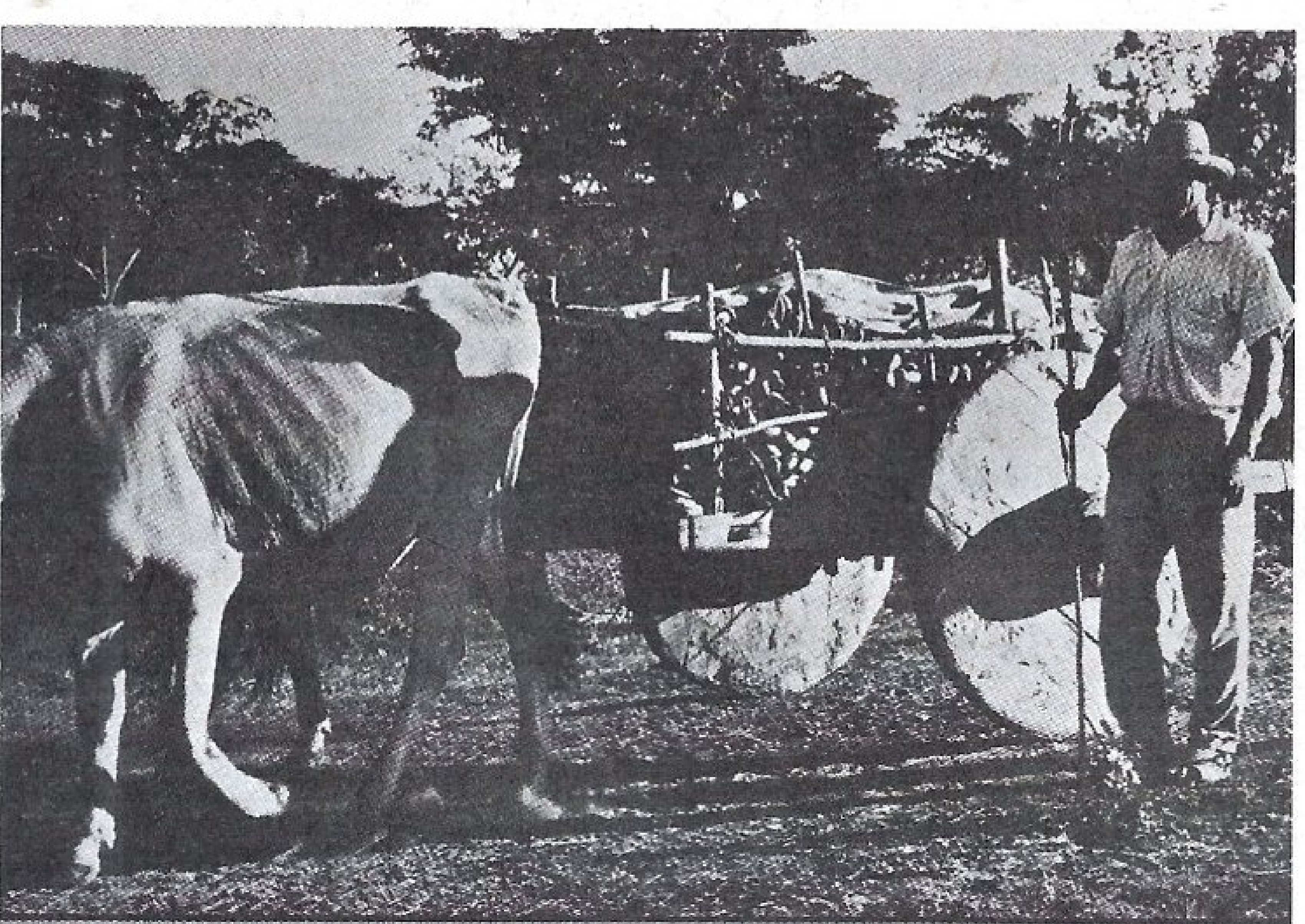
La nouvelle loi repose sur l'article 22 quater de la Constitution adoptée en 69 par le peuple suisse et qui fait obligation à la Confédération et aux cantons de légiférer en la matière (étudier en commun le principe de l'"utilisation judicieuse du sol" et de l'"occupation rationnelle du territoire"). Les buts fondamentaux de la loi (art. 1, al. 2)sont d'assurer une utilisation et une affectation plus équitable de notre sol, notamment en encourageant une urbanisation décentralisée (= régionalisation), en délimitant des territoires à urbaniser (= éviter le gaspillage de terrains) et en recherchant un équilibre entre les régions rurales et urbaines, entre celles qui sont économiquement faibles et celles dont l'économie est développée (= réduire les inégalités du développement économique). Les cantons et la Confédération doivent coordonner leurs efforts (par exemple aussi bien dans la région d'Olten que dans celle de St-Maurice) et informer la population sur les objectifs et les préoccupations relatifs à l'aménagement du territoire. (art. 3)

Les détracteurs de la loi lui reprochent essentiellement :

- d'être trop centralisatrice et technocratique : enfait, la Confédération n'édicte que les principes de l'aménagement, les cantons restant compétents sur leur sol et seuls responsables de leur application. Il s'agit d'une loi-cadre encourageant et coordonnant les efforts de la Confédération et des cantons. La loi ouvre en outre une perspective nouvelle (démocratique), qui n'existait pas légalement jusqu'ici ou très restrictivement, en ce qu'elle institue la publication des plans directeurs cantonaux avant qu'une décision soit prise à leur sujet. Chacun aura l'occasion de se prononcer sur ces projets. (art. 8 et 61)
- d'être une atteinte insupportable au droit de propriété : avec ou sans LAT, le droit de propriété doit souffrir aujourd'hui d'un certain nombre de restrictions inéluctables. Notre sol n'est pas extensible et notre patrimoine appartient en définitive à tous. Il y a lieu de faire la part des choses d'une manière raisonnable et pour le bien commun.
- de ne pas résoudre les problèmes des paysans : ces derniers sont, par la LAT, à la fois les principaux bénéficiaires et les principaux lésés, selon qu'on les considère comme exploitants (en permettant de fixer des zones agricoles vastes et continues, la loi favorise la rationnalisation des exploitations et leur survie) ou comme propriétaires (la loi a pour effet de "geler" les prix de ces terres à leur valeur agricole, ce qui implique un manque à gagner et peut aggraver le problème de l'endettement).

Le dernier reproche, incluant les problèmes de compensation, de subventions et de plus-values, est le plus sérieux, bien que seuls les principes généraux soient exposés dans la LAT. L'application de ceux-ci, la procédure exacte et les taux effectifs ne sont pratiquement pas encore connus. Ils seront définis une fois les principes entrés en vigueur, ce qui laisse subsister certains doutes, voire certaine méfiance à leur sujet.
Malgré ces faiblesses et quelques insuffisances ou impecfections, la LAT représente un net progrès par rapport à l'état présent. C'est pourquoi il y a lieu, à mon avis, de voter OUI, mais un oui qui ne se limite pas au glissement d'un bulletin de vote dans l'urne. Il doit s'agir d'un oui qui soit un engagement à long terme, tant pour être attentif à l'évolution de l'aménagement, que pour intervenir à bon escient dans les modalités d'application de la loi à tous les niveaux, afin que le développement qualitatif compte plus que le développement quantitatif. Car il faudra que l'autorité admette un processus de décision plus ouvert que jusqu'à maintenant (ainsi que l'art. 8 en donne la possibilité - cf. supra) et qu'elle propose des alternatives au lieu de la solution soi-disant optimale. C'est un état d'esprit nouveau à promouvoir. Tout dépendra pour la suite de la vigilance des citoyens et surtout de leur participation aux discussions relatives à l'aménagement du territoire et de leur aptitude au dialogue avec les autorités pour assurer plus d'égalité et de justice. Il y a là un champ d'action quasi illimité pour ceux qui veulent bien s'y pencher sérieusement.

Bernard Grangier



Tout objectif de coopération au développement doit être enraciné dans la solidarité, non pas dans une solidarité avec des Etats et des gouvernements, mais avec les défavorisés tant des pays sous-développés que des pays riches. Cette solidarité reconnaît que le développement signifie avant tout libération: libération de la pauvreté matérielle, mais aussi de l'oppression politique, de l'injustice sociale et de l'exploitation économique
(Extrait de « Maldéveloppement Suisse-Monde », 1975)

13 Juin | Triple vote fédéral revêtant une importance politique et économique majeure pour notre pays :

1. nouvel article constitutionnel relatif à l'assurance-chômage : il prévoit notamment l'obligation faite à tous les travailleurs de s'assurer; cet objet ne suscite guère de discussions, étant généralement considéré comme indispensable dans la situation actuelle.

2. prêt de 200 millions de francs accordés à l'Agence internationale pour le développement : cf. notre dossier.

3. loi sur l'aménagement du territoire (LAT), enfin :

l'emprise anarchique de banlieues urbaines sur des terrains agricoles, les résidences secondaires éparpillées dans la nature et encombrant les lieux touristiques, aussi bien que la destruction ou les atteintes graves à de nombreux sites naturels ont été possibles dans notre pays faute de bases légales suffisantes. C'est ainsi que la Suisse a perdu en une trentaine d'années 90'000 à 100'000 hectares de terres agricoles (plus de 3'500 ha par an ou 1m carré par seconde !), dont la moitié dans les seuls cantons de Berne, Zurich, Argovie et Vaud. Le gaspillage de terrains ne saurait se résoudre actuellement par l'effet de la crise ou de la dénatalité.

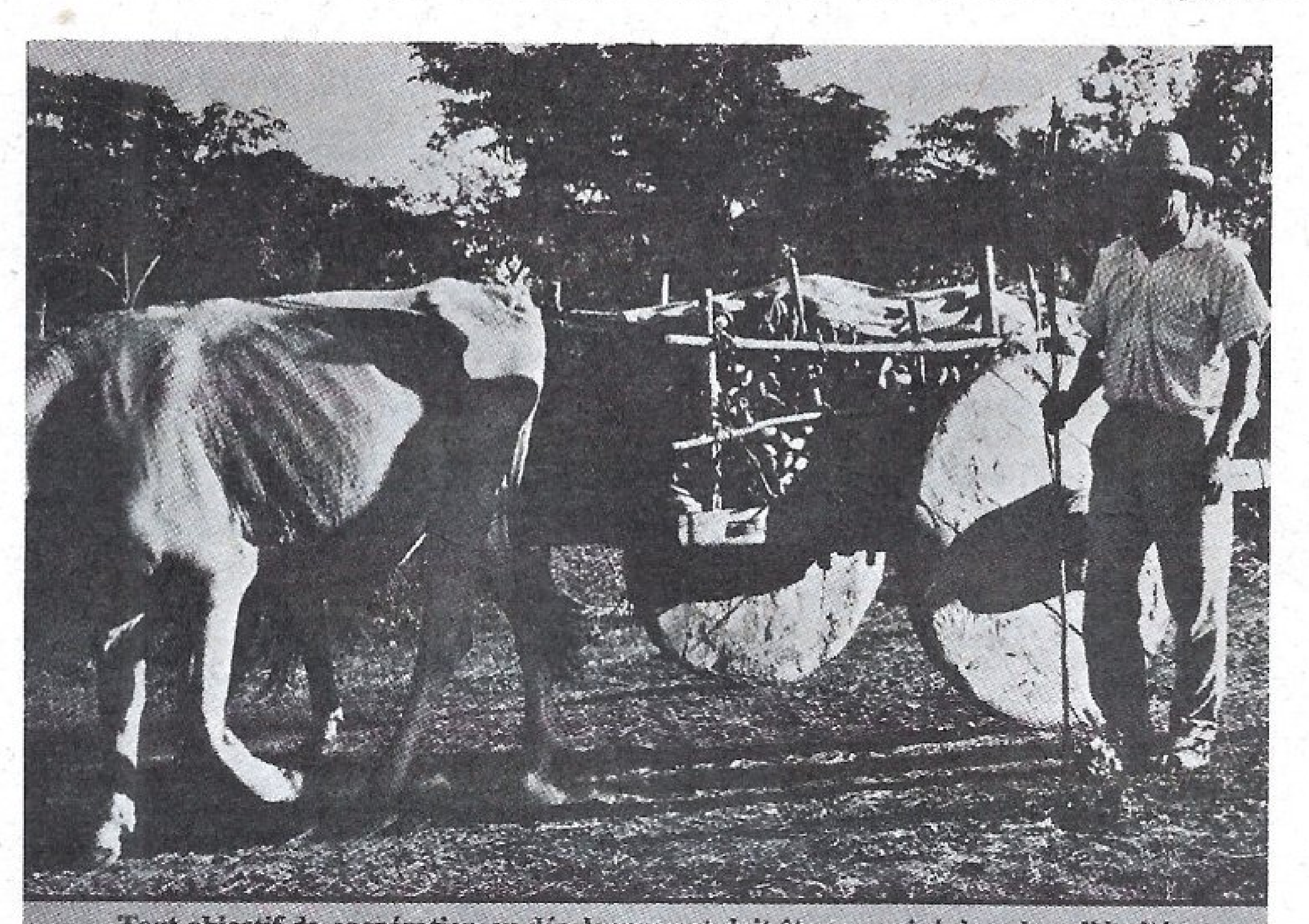
La nouvelle loi repose sur l'article 22 quater de la Constitution adoptée en 69 par le peuple suisse et qui fait obligation à la Confédération et aux cantons de légiférer en la matière (étudier en commun le principe de l'"utilisation judicieuse du sol" et de l'"occupation rationnelle du territoire"). Les buts fondamentaux de la loi (art. 1, al. 2)sont d'assurer une utilisation et une affectation plus équitable de notre sol, notamment en encourageant une urbanisation décentralisée (= régionalisation), en délimitant des territoires à urbaniser (= éviter le gaspillage de terrains) et en recherchant un équilibre entre les régions rurales et urbaines, entre celles qui sont économiquement faibles et celles dont l'économie est développée (= réduire les inégalités du développement économique). Les cantons et la Confédération doivent coordonner leurs efforts (par exemple aussi bien dans la région d'Olten que dans celle de St-Maurice) et informer la population sur les objectifs et les préoccupations relatifs à l'aménagement du territoire. (art. 3)

Les détracteurs de la loi lui reprochent essentiellement :

- d'être trop centralisatrice et technocratique : enfait, la Confédération n'édicte que les principes de l'aménagement, les cantons restant compétents sur leur sol et seuls responsables de leur application. Il s'agit d'une loi-cadre encourageant et coordonnant les efforts de la Confédération et des cantons. La loi ouvre en outre une perspective nouvelle (démocratique), qui n'existait pas légalement jusqu'ici ou très restrictivement, en ce qu'elle institue la publication des plans directeurs cantonaux avant qu'une décision soit prise à leur sujet. Chacun aura l'occasion de se prononcer sur ces projets. (art. 8 et 61)
- d'être une atteinte insupportable au droit de propriété : avec ou sans LAT, le droit de propriété doit souffrir aujourd'hui d'un certain nombre de restrictions inéluctables. Notre sol n'est pas extensible et notre patrimoine appartient en définitive à tous. Il y a lieu de faire la part des choses d'une manière raisonnable et pour le bien commun.
- de ne pas résoudre les problèmes des paysans : ces derniers sont, par la LAT, à la fois les principaux bénéficiaires et les principaux lésés, selon qu'on les considère comme exploitants (en permettant de fixer des zones agricoles vastes et continues, la loi favorise la rationnalisation des exploitations et leur survie) ou comme propriétaires (la loi a pour effet de "geler" les prix de ces terres à leur valeur agricole, ce qui implique un manque à gagner et peut aggraver le problème de l'endettement).

Le dernier reproche, incluant les problèmes de compensation, de subventions et de plus-values, est le plus sérieux, bien que seuls les principes généraux soient exposés dans la LAT. L'application de ceux-ci, la procédure exacte et les taux effectifs ne sont pratiquement pas encore connus. Ils seront définis une fois les principes entrés en vigueur, ce qui laisse subsister certains doutes, voire certaine méfiance à leur sujet.
Malgré ces faiblesses et quelques insuffisances ou impecfections, la LAT représente un net progrès par rapport à l'état présent. C'est pourquoi il y a lieu, à mon avis, de voter OUI, mais un oui qui ne se limite pas au glissement d'un bulletin de vote dans l'urne. Il doit s'agir d'un oui qui soit un engagement à long terme, tant pour être attentif à l'évolution de l'aménagement, que pour intervenir à bon escient dans les modalités d'application de la loi à tous les niveaux, afin que le développement qualitatif compte plus que le développement quantitatif. Car il faudra que l'autorité admette un processus de décision plus ouvert que jusqu'à maintenant (ainsi que l'art. 8 en donne la possibilité - cf. supra) et qu'elle propose des alternatives au lieu de la solution soi-disant optimale. C'est un état d'esprit nouveau à promouvoir. Tout dépendra pour la suite de la vigilance des citoyens et surtout de leur participation aux discussions relatives à l'aménagement du territoire et de leur aptitude au dialogue avec les autorités pour assurer plus d'égalité et de justice. Il y a là un champ d'action quasi illimité pour ceux qui veulent bien s'y pencher sérieusement.

Bernard Grangier



Tout objectif de coopération au développement doit être enraciné dans la solidarité, non pas dans une solidarité avec des Etats et des gouvernements, mais avec les défavorisés tant des pays sous-développés que des pays riches. Cette solidarité reconnaît que le développement signifie avant tout libération: libération de la pauvreté matérielle, mais aussi de l'oppression politique, de l'injustice sociale et de l'exploitation économique
(Extrait de « Maldéveloppement Suisse-Monde », 1975)



REFLEXIONS SUR LE TRAVAIL A TIN TABISGINE (NIGER)

Jacques Auclair, mars 76

Au cours des premiers mois, j'ai observé la méthode de jardinage des touaregs. Bien que le jardinage soit une activité nouvelle pour eux, les touaregs ont déjà acquis de mauvaises habitudes apportées par les quelques-uns qui avaient de l'"expérience", ailleurs qu'à Tin Tabisgine. La plus grave est surtout le gaspillage de l'eau,quand ils ont tout arrosé le jardin, ils recommencent sans s'occuper de savoir si les plantes ont besoin d'eau et ils pratiquent le même rythme d'arrosage, quelles que soient les plantes (ils arrivent ainsi à arroser 2 fois trop souvent le blé). Non seulement cet excès d'eau ne sert pas aux plantes puisqu'elle s'évapore (donc eau perdue) mais on obtient un appauvrissement du sol par entraînement en profondeur, hors de portée des racines, des éléments riches (azote surtout) et en plus un manque d'eau dans les puits actuellement qui empêche de faire une culture supplémentaire de mars à mai et qui même dans certains jardins, entraîne une baisse de rendement des tomates par manque d'eau en fin de végétation.

La deuxième erreur se trouve au niveau de l'assolement : le manque de diversité des cultures du même endroit, d'où de nombreuses maladies, en particulier sur la tomate, qui entraînent de grosses baisses de rendements. Les microbes qui s'attaquent à la tomate n'ont pas le temps en deux ans de mourir dans le sol, d'où à chaque culture un plus grand nombre de tomates malades. Sur les céréales, les rendements baissent très vite du fait de l'épuisement rapide du sol dû à l'irrigation et aussi à l'absence de fumier. Les touaregs ne comprennent pas qu'il faut apporter du fumier au sol parce qu'un jardin donne beaucoup plus de récolte qu'un pâturage et que le fumier est apporté directement sur les pâturages par les animaux.

Je voudrais parler aussi de l'élevage parce que pour moi, il a plus d'avenir que le jardinage, tout d'abord parce que les touaregs sont avant tout éleveurs et même de très bons éleveurs. Actuellement, à Tin Tabisgine, il n'y a guère que des chèvres, très bien adaptées au milieu et très prolifiques. Malgré une nourriture maigre, surtout en cette saison, elles arrivent à produire du lait dont ils font des fromages qui se vendent très bien. Ils nourrissent les meilleures laitières avec les restes de nourriture du campement (son de maïs) et les jeunes avec les fruits.

La différence des richesses entre les Touaregs dépend beaucoup du nombre de chèvres puisque actuellement les moutons sont inexistants. Ceux qui ont des chèvres vivent de mieux en mieux, vu la rapidité de reproduction de celles-ci; et ceux qui n'en ont pas ou peu sont de plus en plus pauvres, aussi bien parmi les jardiniers que parmi les travailleurs. Malgré les aides accordées, le jardinage n'est pas très rémunérateur actuellement.

Pour l'animation , il y a beaucoup de problèmes. Les Touaregs étant très fiers, ils n'admettent pas la supériorité des méthodes des blancs et comme ils sont très butés, il est presque impossible de leur démontrer quelque chose par la discussion. Par contre, la démonstration sur le terrain est beaucoup plus efficace, car ils savent très bien où est leur intérêt. Il faut les convaincre par la patience. Mais l'idéal, c'est encore quand un touareg peut le faire à ma place. C'est ainsi qu'à l'est de Tin Tabisgine, j'ai trouvé un jardinier plus évolué qui comprend très vite et

qui a entière confiance en nos méthodes; non seulement il les applique chez lui mais il pousse les voisins à faire de même. Je crois que l'avenir c'est l'auto-encadrement. En effet, le drame du Niger c'est la pourriture de l'administration, reste du colonialisme et du régime précédent. L'égoïsme de ceux qui ont même peu d'instruction bloque les possibilités de développement. Le travail d'animation est très compliqué par tout l'argent qui a été distribué auparavant = le blanc est une baudruche pleine d'argent qu'il faut vider par tous les moyens ! On le voit très bien quand ils confondent ceux qui donnent de l'argent et ceux qui le distribuent. Je sais bien que cette aide s'imposait, mais on a créé des assistés qui ne veulent faire quelque chose que si on les paie.

Les Touaregs travaillent plus que les Haussa mais le manque d'habitude fait qu'ils ne s'y maintiennent pas assez longtemps et le voyage les attire toujours autant; aussi la moindre occasion est bonne pour aller à Agadez ou à un autre campement et souvent on ne voit que des enfants qui travaillent et parfois même très jeunes.

Comme je l'ai dit à plusieurs occasions, les différents services du gouvernement non seulement nous sont peu utiles mais nous gênent plutôt. Mais surtout les cadres changent trop souvent de postes (agriculture, élevage), aussi ils ne peuvent pas connaître suffisamment la région et ses problèmes pour pouvoir agir. Même s'ils critiq uent notre travail, ils ne sont sûrement pas pressés de nous remplacer quand on voit le peu d'entrain qu'ils ont pour Tabelot.

J'aimerais vous parler maintenant du groupe que nous formons (équipe EIRENE). Dans le projet j'étais très intéressé à vivre en brousse au milieu des Touaregs, mais pour moi c'est un échec, car je me retrouve avec un standing plus élevé que celui que j'avais en Europe. Du point de vue santé c'est un échec car on a voulu vivre exactement comme les Touaregs mais on a oublié qu'on n'a pas l'immunité qu'ils ont contre les maladies, ce qui va obliger à prendre des mesures d'hygiène qui risquent d'entraîner une ségrégation.

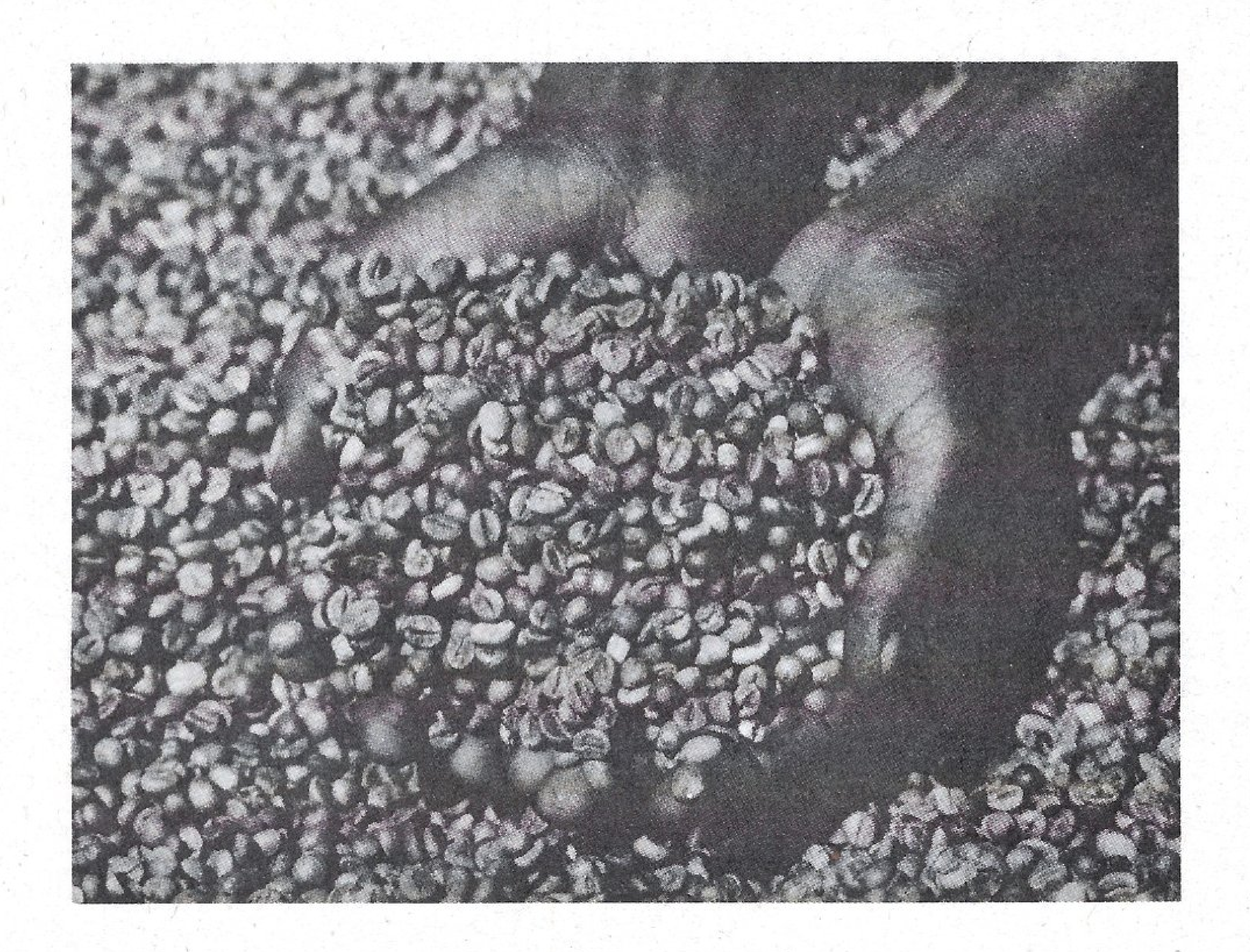
Les conditions naturelles (absence de toute commodité) impose l'emploi de personnel pour les tâches journalières et malgré notre effort il se crée un rapport d'inégalité entre blancs et Touaregs, lié à une trop grande différence de revenus. Pourtant notre train de vie nécessite ces revenus.

Je crois aussi qu'il ne faudra pas que l'on reste tous à Tin Tabisgine, car cela fait trop de blancs au même endroit, surtout s'il y a deux voitures. De plus, plus on est au même endroit, plus on a de peine à adapter une ligne de conduite identique. C'est très grave, je trouve, quand l'un dit non pour quelque chose et qu'un autre dit oui, et les Touaregs savent très bien s'y prendre, pour obtenir quelque chose avant que nous ayons eu le temps de nous consulter entre nous pour adapter une attitude commune.

Pour moi, le plus grand problème lors de mon installation, cela a été la langue, c'est très difficile d'apprendre une langue tout en travaillant. Je vois donc qu'avant de venir il faut un minimum, mais c'est quand même dans la brousse qu'on apprend le plus.

De toute façon, dans un domaine technique comme l'agriculture, on est obligé d'avoir quelqu'un qui traduise pour être sûr d'être bien compris; de plus, comme toute discussion dure longtemps, il faudrait avoir une connaissance très approfondie de la langue pour comprendre toutes les nuances.

Jacques Auclair



«Ce n'est pas Dieu qui est notre espérance parce que nous sommes malheureux: nous sommes l'espérance de Dieu parce qu'il est heureux et veut avoir le plaisir d'un monde nouveau.

Cela nous donne la certitude que l'humanité a un sens.»

J. Moltmann
L'Espérance en Action



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts.

Centre Offset SA, Lausanne